

MERCREDI 27 MAI 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Campagne de désinvestissement des énergies polluantes p.1
- = Chômage, Robots, Automates et OE Ad vitam æternam p.2
- = Comment les américains ont endetté les autres pays avec leurs bons du trésor pourris p.4
- = A la poursuite du demain d'hier (J-H Kunstler) p.7
- = Enfer et société sans cash (Bill Bonner) p.9
- = Une politique monétaire ultra-expansive... mais sans succès p.12
- = Un défaut européen (Jacques Sapir) p.14
- = Bientôt nos pelouses seront remplacées par des potagers p.20
- = EN ESPAGNE, CE N'EST QUE JUSTICE POUR COMMENCER ! (François Leclerc) p.21
- = Un monde économique inversé (Bruno Colmant) p.23
- = "Le scénario du pire"... p.24
- = « Point de rupture » : les hôpitaux grecs n'ont plus d'anesthésiants, de ciseaux et de draps !! p.25
- = Pourquoi la Fed hésite encore à relever ses taux d'intérêt p.26
- = Reconstruire les canaux cassés de l'économie mondiale p.28
- = L'UE restera en un morceau (Myret Zaki) p.31
- = Le pétrole finit en nette baisse à New York p.32
- = Bourse pourquoi nous sommes dans une nouvelle ère (Bruno Bertez) p.34
- = Les mensonges de l'Empire: Comment lutter contre la propagande occidentale p.39



Campagne de désinvestissement des énergies polluantes

Biosphère 24 mai 2015

Que se passera-t-il quand les énergies fossiles seront épuisées ?

L'effondrement de la société thermo-industrielle. [*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*] Il n'y a pas d'autres réponses possibles. C'est pourquoi tout est fait pour éviter la sortie des énergies fossiles. Pourtant charbon, pétrole et gaz sont la première cause du réchauffement climatique et représentent 80 % des émissions mondiales de CO2 et 67 % des émissions de gaz à effet de serre. Pour rester sous la barre de 2 0C de hausse de la température moyenne du globe d'ici à 2100 – l'objectif fixé par les Etats –, il faudrait renoncer à exploiter un tiers des réserves de pétrole, la moitié de celles de gaz et 82 % de celles de charbon, soit au total 2800 gigatonnes de CO2 qui doivent rester sous terre. Une autre conception, plus scientifique, estime qu'au-delà d'une concentration atmosphérique de gaz carbonique la stabilité du climat terrestre n'est plus garantie. D'un niveau préindustriel de 350 ppm (parties par million) de CO2, il faudrait rester en dessous de 350

ppm. Nous sommes déjà parvenus à 400 ppm. Il faudrait donc immédiatement cesser toute extraction de combustibles fossiles. LE MONDE* donne deux pages à cette question, mais l'essentiel du dossier est consacré à une donnée marginale, le possible désinvestissement de l'argent placé dans les compagnies. C'est l'objectif principal de l'[ONG 350.org](http://ONG350.org) tel qu'il est présenté. Mais ces campagnes mondialisées ne s'intéressent jamais à ce que l'on fait après avoir "désinvesti" : l'argent part ailleurs, dans une activité rentable, donc forcément éloignée des critères écologiques.

Un autre article** donne la parole au [Réseau pour la transition énergétique](#), ex Comité de liaison des énergies renouvelables (CLER). Le raisonnement de son délégué général Raphaël Claustre est irréfutable : « Le 100 % énergies renouvelables n'est pas seulement possible ; il s'imposera de toute façon un jour à la société. » Sans énergies fossiles, il faudra bien utiliser autre chose, y compris la force physique de chacun de nous. Mais éoliennes et centrales hydroélectriques ne suffiront jamais à nous fournir le niveau de confort que nous avons atteint. Alors les partisans des énergies fossiles jouent sur du velours. Ainsi Philippe Bordenave, directeur général délégué de BNP Paribas, assurant qu'une banque ne pouvait se retirer totalement du fossile : « *Il faut encore que les gens se chauffent !* »

C'est là la clé du problème climatique, les besoins exprimés par nos concitoyens. S'ils allaient à pied ou en vélo à leur travail, s'ils faisaient uniquement du tourisme de proximité, s'ils ne chauffaient pas les chambres à coucher, alors nous pourrions passer en douceur à une société post-carbone. Mais ils veulent 4x4 et quads, tourisme dépaysant et climatisation généralisée. C'est pourquoi **l'effondrement de la société thermo-industrielle ne se fera pas en douceur**, à coup de « désinvestissement » et d'énergies renouvelables. Les partisans de la sobriété énergétique ne sont pas assez nombreux, ils sont d'ailleurs inexistantes dans les colonnes du MONDE et dans les programmes politiques.

* LE MONDE du 19 mai 2015, Énergies fossiles, stop ou encore

** LE MONDE du 19 mai 2015, « *Le 100 % renouvelable en France est possible et s'imposera* »

[Chômage, Robots, Automates et QE Ad vitam æternam](#)

Qui perd gagne Posted on [26 mai 2015](#)

Les banques centrales semblent condamnées à faire des QE Ad vitam

æternam

- Car la mondialisation effrénée de ces 3 dernières décennies a profondément bouleversé l'économie mondiale et le modèle basé sur le progrès à l'occidentale est en train de vivre ses derniers instants ...
- Il sera remplacé par un système basé sur la précarité et l'incertitude permanente qui entraînera une réduction massive des salaires et de la protection sociale ...

En fait on a abandonné le modèle « Ford » qui a été remplacé par le modèle « Wal Mart »

- Ce système dont tous les mondialistes nous font l'apologie matin , midi et soir : plus de concurrence, baisse des coûts, taille dans les effectifs, augmentation de la productivité, baisse des cotisations sociales et des impôts
- L'économie mondiale est atteinte du syndrome Wal-Mart qui se caractérise par :
 - - un écrasement des prix pour le bonheur des consommateurs mais au prix d'une distribution massive de produits réalisés dans les pays à bas coûts ;
 - - un bénéfice mitigé pour les USA puisque de nombreuses entreprises locales ont dû fermer leurs portes par manque de compétitivité ;
 - - des licenciements massifs pour les salariés de ces entreprises qui en sont réduits à accepter des emplois chez Wal-Mart moins bien payés (jusqu'à 50 % de moins sur la fiche de paie !!)
- - Auxiliaire de vie
- - Livreur de pizza
- - Manutentionnaire dans les entrepôts d'Amazon
- - Serveur chez Mc Do
- - Caissière chez LIDL
- sont remplacés par des automates et des robots.
- Il ne va pas rester grand chose comme emplois ...

Bref, c'est pas avec ça qu'on va pouvoir financer les retraites des papys boomers ...

- Il faudra faire cotiser les robots et les automates aux comptes sociaux,

sinon on pourra pas financer les retraites et la dépendance des papys boomers...

Dans ces conditions, si on attend que les ménages se (re)mettent à consommer et à s'endetter comme avant, on peut attendre encore longtemps.

- Le crédit ne redémarrera pas pour la bonne et simple raison qu'en pleine déflation personne n'aura l'idée d'aller s'endetter surtout si c'est pour acheter des biens non durables
- Leur modèle de la consommation à crédit est obsolète car avec la crise les consommateurs ont profondément changé leurs modes de consommation :
- pour se déplacer le covoiturage prend de plus en plus de place on privilégie le partage des services ou des ressources (matériel de bricolage ...)
- les sites de vente de biens d'occasion se multiplient et voient leur activité exploser (cf le bon coin ...)

Il faut arrêter d'essayer de nous faire croire que la société de (sur)consommation repartira comme avant ...c'est un mensonge ..

Pour la suite on attend le krach obligataire, dès que la FED commencera à remonter ses taux.

La BCE ne pourra pas empêcher la débandade....

[Comment les américains ont endetté les autres pays avec leurs bons du trésor pourris \(et pour combien\)](#)

26 mai, 2015

Posté par [Benji Les Moutons enragés](#)

[La nouvelle revue de presse de Pierre Jovanovic](#) est disponible, et celle-ci met en évidence le fait que tout le système économique n'est qu'une vaste escroquerie, purement et simplement! Bien sur, on le savait depuis longtemps déjà, mais il devient réellement impossible de douter de l'ampleur de l'escroquerie dont sont responsables les États-Unis, entre autres systèmes financiers. Vous apprendrez entre autres informations que la faillite des villes françaises continue simplement par ce que nous avons [un gouvernement qui a protégé les banques qui elles, ont fourgué des emprunts toxiques illégaux à](#)

[tout le monde](#) qui rapporte à la Goldman Sachs, mais pas que... Vous apprendrez également que la dette mondiale est tellement élevée que même les aliens ne pourraient pas la rembourser, [même si l'info a déjà été donnée sur le blog](#) il y a peu, que les USA veulent la guerre contre la Russie car en cas de guerre, elle n'aurait plus à rembourser ses dettes, que la JP Morgan a reconnu officiellement avoir escroqué ses clients, entre autres joyeusetés. À lire absolument donc.

Mais dans les très grosses informations qu'il apporte aujourd'hui, il y a celle concernant les bons du trésor américains qu'ils ont réussi à fourguer de gré ou de force aux autres pays. En effet, les USA ne se sont pas limités à menacer différents pays de la planète, à tenter de dévaliser les stocks d'or avec de très nombreux braquages parfois réussis, et parfois ratés [comme nous l'explique d'une manière magistrale le livre 666](#), ou à faire tourner leur planche à billets aussi rapidement qu'un ventilateur, entre autres accusations possibles, et celles-ci sont extrêmement nombreuses.



La diplomatie américaine est axée sur 1) le commerce et 2) sur la vente des Bons du Trésor US. L'excellente Mme Landry a ainsi mis la main sur un article CAPITAL, qui nous montre de combien les autres pays ont été gavés de force, comme des oies, avec des BdT émis par la Fed, qui sait parfaitement qu'ils ne seront jamais remboursés. Les fichiers nous donnent la répartition de la dette américaine avec une comparaison entre 2002, 2013 et... 2015. Par exemple, en 2002 leur dette vendue était à 24 trilliards alors qu'en 2015 elle est à 31 trilliards... Les Indices Nikkei, comptez-vous.

Mais le plus surréaliste est bien la liste des pays... Leurs habitants ne se doutent même pas que leur gouvernement corrompu a acheté autant de dette toxique. Dingue!!!!

Cependant, notez bien les points suivants:

- 1) Les Bermudes et les Iles Caïmans (note: ha ha ha) sont les principaux acheteurs de la dette américaine
- 2) Le Japon achète avec sa planche à billets la dette émise par un autre émetteur de planches à billets!!!! Entre 2002 et 2015, les Nippons ont multiplié leurs achats par... cinq. Ca va être nucléaire, cette affaire, quand ça va exploser. CELA REVIENT A ETEINDRE UN INCENDIE AVEC DE L'ESSENCE !!!
- 3) La France a multiplié ses achats par six !!!! Bravo aux fonctionnaires corrompus de Bercy, les divers ministres, etc. Faut vraiment être *** pour acheter de la dette américaine
- 4) Les autres pays ont été obligés, eux aussi, à multiplier leurs achats de dette pourrie par en moyenne 10.
- 5) Seule l'Allemagne a limité les dégâts
- 6) La Turquie, pays satellite américain, est passé de 2 trilliards à... 82 trilliards, SOIT 41 FOIS LEUR MONTANT DE 2002 !!!! La Turquie... La Chine, elle, n'a qu'un coeff de 13.
- 7) Les Etats-Unis, non contents de vivre sur le dos du reste du monde à crédit, pompent les entreprises, hôtels, plages, châteaux, terres, forêts, etc. de ces même pays avec leur monnaie de singe.

Conclusion: les chefs de station de la CIA en poste dans ces pays peuvent être fiers. Good Job, pas à dire, très très forts, chapeau... surtout à Taïwan.

Bermuda 2002 = \$14 B // 2013 = \$94 B // Today ?
Belgium 2002 = \$10.8 B // 2013 = \$163 B // Today \$354 B
Cayman Islands 2002 = \$10.7 B // 2013 = \$66 B // Today ?
 Canada 2002 = \$8.4 B // 2013 = \$46.6 B // \$70 B
 China 2002 = \$95 B // 2013 = \$1,272 B // \$1239 B
France 2002 = \$11 B // 2013 = \$42.4 B // \$75 B
 Germany 2002 = \$38 B // 2013 = \$54 B // \$69 B
Hong Kong 2002 = \$37 B // 2013 = \$89 B // \$172 B
 India 2002 = \$5.2 B // 2013 = \$56.6 B // \$91 B
 Ireland 2002 = \$6 B // 2013 = \$91 B // \$137 B
 Japan 2002 = \$260 B // 2013 = \$1,023 B // \$1238 B
 Luxemburg 2002 = \$20.2 B // 2013 = \$107 B // \$176 B
 Mexico 2002 = \$16.7 B // 2013 = \$52.7 B // \$85 B
 Norway 2002 = \$5 B // 2013 = \$74 B // \$73 B
 Philippines 2002 = \$3 B // 2013 = \$36 B // \$40 B
 Poland 2002 = \$7 B // 2013 = \$31 B // \$29 B
 Russia 2002 = \$3 B // 2013 = \$138 B // \$82 B
Singapore 2002 = 19.4 B // 2013 = \$82 B // \$109 B
Switzerland 2002 = \$28 B // 2013 = \$157 B // \$205 B
Taiwan 2002 = \$0 B // 2013 = \$183 B // \$170 B
 Turkey 2002 = \$2 B // 2013 = \$18 B // \$82 B
 U.K. = \$45.7 B // 2013 = \$130.6 B // \$207 B

Merc

i à Mme Landry qui a vu les commentaires de TeethVillage88s auteur des divers liens sur les sites spécialisés de la Fed et du Trésor:

<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/shl2002r.pdf> +
<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/shla2013r.pdf> +
<http://www.treasury.gov/ticdata/Publish/mfh.txt> +
http://www.bea.gov/newsreleases/international/intinv/iip_glance.htm +
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/HBFIGDQ188S> +
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/BPBLTD01USA637S> +
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/DDDI01USA156NWDB> (Credit to GDP) +
<http://research.stlouisfed.org/fred2/series/DDDI12USA156NWDB> Revue de Presse
 par Pierre Jovanovic © www.jovanovic.com 2008-2015

La situation est d'une gravité sans précédent, et le retour de bâton sera biblique, réellement d'une intensité jamais vue de mémoire d'homme. Mais peut-être est-ce le seul moyen de les arrêter...

[A la poursuite du demain d'hier](#)



[James Howard Kunstler](#)
[Kunstler.com](#)

Publié le 26 mai 2015

L'Amérique semble en suspens à l'occasion ce long weekend qui ne demande rien de plus en termes de dévouement que d'allumer le barbecue et s'asseoir devant deux films profondément idiots qui illustrent on-ne-peut-mieux notre détachement des troubles de notre ère.

D'abord, il y a *Mad Max: Fury Road*, qui présente l'effondrement de la civilisation sous forme d'une course poursuite entre voitures surpuissantes. Il faut dire que les réalisateurs soient tombés complètement à côté. Le présent, c'est plutôt une exposition de voitures surpuissantes. Houston. Los Angeles. New Jersey. Pékin. Mumbai... L'avenir ne nous permettra pas d'avoir des voitures, qu'elles roulent à l'essence ou à l'électricité, et qu'elles nécessitent ou non un conducteur. *Mad Max: Fury Road* est un exercice de nostalgie pervers, un peu comme si être une nation de sauvages assis dans le siège passager, nous battant continuellement pour notre petite place sur l'autoroute, allait un jour nous manquer.

L'autre blockbuster des vacances, c'est le dernier Disney, *A la poursuite de demain*, un autre exercice de nostalgie pour le présent, dans lequel la vie idéale de l'Homme est une matrice d'applications pour smartphones, de robots et d'hologrammes. Tous ceux qui ont déjà été à Disneyland se souviennent de la première installation Tomorrowland a finalement être due être démantelée parce que sa représentation du futur était devenue complètement ridicule – à commencer par l'idée que la tâche la plus pressante du projet humain était le voyage dans l'espace. Aujourd'hui, la corporation Disney – une corporation diabolique, il faut le dire – semble croire que plus de monnaie encore peut être égouttée d'un public persuadé qu'une techno-utopie nous attend.

Une autre idée commune aux deux films et que les filles peuvent aujourd'hui être ce que les garçons étaient autrefois, que c'est désormais leur tour d'être les maîtres incontestables de l'univers, que les hommes ont dépassé leur date de péremption et qu'ils n'existent plus que pour humilier les femmes. Ce message n'est qu'une tentative mensongère d'élargir la part d'audience des adolescents, dont la fantaisie du jour est certes incomprise des

commentateurs culturels trop occupés à célébrer le triomphe et les merveilles de la vie transgenre.

Les commentateurs estiment la place de ces deux films sur l'échelle populaire de l'optimisme et du pessimisme. Ce sont là les seuls choix des masses : être un pessimiste, ou un éternel optimiste. Ces deux opinions sont cartooniques et n'apportent aucune indication quant à la poursuite du projet de civilisation. Il n'est question que de destruction ou de contrôle surnaturel, faites votre choix. Je trouve les deux options révoltantes.

Il est toutefois intéressant de soulever que la véritable *Fury Road* s'étend aujourd'hui entre la Syrie et l'Irak, avec l'EIIL dans le rôle principal. Nous pouvons voir dans les médias, et sur internet, un sentiment accru de déjà-vu. Les bombardements aériens deviennent trop familiers, et les déploiements de troupes infectent les transmissions wifi. Peut-être devrions-nous envoyer Charlize Theron et une poignée d'acolytes armés de fusil de chasse sur le terrain. Quelle autre solution avons-nous ? Personne ne le sait.

La Journée commémorative est le dernier jour de l'année pendant lequel nous souhaitons faire face à la calamité qu'est le médiévalisme rampant – pensez à tous ces pauvres Américains écrasés et massacrés ces douze dernières années. Il est aussi intéressant de voir que les médias passent complètement à côté de la plus grosse récompense sur le plateau de jeu : l'Arabie Saoudite. Vous trouvez que la conquête de l'Irak par l'EIIL est une mauvaise nouvelle ? Attendez de les voir arriver à Riyad. Plus aucune nouvelle ne nous parvient du Yémen, à la base de la péninsule arabique, un Etat déchu à la population presque égale à celle de son voisin. Si nous savons ce qui s'y passe – le Pentagone et la NSA le savent certainement – ce n'est certainement pas assez digeste pour être soumis à la consommation populaire.

C'est une ironie, parce que si l'Arabie se trouvait affectée par cette calamité – et je crois qu'elle le sera – nous apprendrons dans l'heure que le futur des Etats-Unis ne sera pas peuplé de voitures superpuissantes, de motos hors-route, d'hologrammes, d'applications smartphone et de n'importe quelle autre préoccupation ridicule du moment.

Enfer et société sans cash

27 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Une vision de l'enfer trouble notre sommeil ; la vision de ce que seront les Etats-Unis en particulier — et le monde occidental en général — lorsque les autorités auront effacé cinq millénaires de progrès et auront posé leur botte sur notre nuque.

Voici ce que disait Peter Bofinger dans *Der Spiegel* : "considérant les possibilités techniques actuelles, les billets et les pièces sont en fait un anachronisme". Ils ont rendu les paiements incroyablement difficiles, les gens perdant beaucoup de temps à la caisse tandis qu'ils attendent que la personne devant eux fouille dans ses affaires pour trouver son argent et que le caissier leur rende la monnaie (au lieu, par exemple, d'attendre que la personne trouve la bonne carte de crédit, tape son code et attende l'approbation de la transaction).

Mais le gain de temps n'est pas le principal avantage de l'élimination du *cash*. Cela permettrait aussi d'assécher les marchés noirs et le trafic de drogue. En euros, quasiment un tiers des espèces sont des billets de 500 euros. Personne n'en a besoin pour faire ses courses ; des personnalités douteuses les utilisent pour leurs propres activités.

"Il serait plus facile, pour les banques centrales, d'imposer leurs politiques monétaires. Actuellement, elles ne peuvent faire passer les taux d'intérêt radicalement sous le zéro parce que les épargnants accumuleraient des espèces. S'il n'y a pas d'espèces, la limite est éliminée".

▪ **Bienvenue dans la préhistoire**

Oui, cher lecteur, voilà ce qui se profile à l'horizon... Un terrible recul, au-delà des âges les plus sombres, pour revenir dans la boue et la vase de la préhistoire. A l'époque, la "monnaie" moderne n'avait pas été inventée. On ne pouvait échanger qu'avec des gens qu'on connaissait... et sur une échelle très limitée. Le capitalisme était impossible. Le progrès était inatteignable. La richesse ne pouvait être accumulée.

Ensuite sont arrivées les pièces d'or et d'argent — du vrai cash Ensuite sont arrivées les pièces d'or et d'argent — du vrai *cash*. On n'avait pas besoin de connaître la personne avec qui l'on échangeait. On ne connaissait pas sa famille. Ou ses motivations. Ou ses finances personnelles. Et on n'avait pas besoin de noter qui devait quoi à qui. On

pouvait simplement payer — en liquide.

Cela a rendu le commerce et l'industrie modernes possibles.

Cette nouvelle richesse a également fourni aux gens une nouvelle sorte de liberté. Ils pouvaient voyager — et payer leur nourriture et leur logement avec cette monnaie. Ils pouvaient investir... et utiliser cette richesse privée pour créer encore plus de richesse. Ils pouvaient même lever leurs propres armées... construire leurs propres fortifications... et défier les élites au pouvoir.

A présent, les gouvernements du monde entier tentent d'abolir le *cash*. Des économistes de renom veulent qu'il soit aboli. Il y a déjà des limites à l'utilisation du *cash* dans de nombreux pays.

▪ Pourquoi les autorités veulent-elles éliminer les espèces ?

N'est-ce pas évident ? Elles veulent vous contrôler, vous et votre argent. Où l'avez-vous obtenu, veulent-elles savoir. Qu'allez-vous en faire ? Elles veulent avoir leur mot à dire sur la question. N'allez-vous pas l'utiliser pour faire quelque chose de "mal" ? Bon sang, vous pourriez soutenir "le terrorisme"... faire de l'évasion fiscale... voire acheter un paquet de cigarettes.

Les possibilités sont trop nombreuses pour être ignorées. Et les arguments sont trop persuasifs pour arrêter. Le site Zero Hedge résume les "pour" :

- Améliorer la base fiscale, puisque la plupart/toutes les transactions dans l'économie pourraient être suivies par le gouvernement ;
- Entraver l'économie parallèle, surtout dans les activités illicites ;
- Forcer les gens à convertir leur épargne en consommation et/ou investissement, fournissant ainsi une stimulation au PIB et à l'emploi.

Pour la première fois en 5 000 ans, les dirigeants auront un moyen de contrôler le peuple en lui coupant les vivres

Ces arguments sont creux, mais ils seront probablement convaincants. Et pour la première fois en 5 000 ans, les dirigeants auront un moyen de contrôler le peuple en lui coupant les vivres. La monnaie électronique, gérée par un système bancaire contrôlé par le gouvernement, permet aux autorités de nous mettre là où elles nous veulent : avec des barreaux à nos cages et des fouets au-dessus de nos têtes. Toutes les transactions pourraient être soumises à approbation. Et chacun d'entre nous saurait qu'il pourrait sentir le fouet des autorités à tout moment.

▪ Un redoutable outil de pouvoir

En Argentine, entre 1974 et 1983, approximativement 13 000 personnes ont "disparu". C'est-à-dire qu'elles ont été rassemblées par les escadrons de la mort, tuées, jetées depuis des avions ou noyées dans les rivières.

Combien plus facile — et aussi plus humain — sera-t-il de simplement couper l'accès à l'argent ? Avec les systèmes de reconnaissance faciale, les autorités pourraient identifier n'importe qui dans n'importe quel environnement — dans un café, dans une manifestation ou devant un distributeur de billets. Ensuite, en quelques clics de souris, les comptes pourraient être gelés... ou confisqués. Le pauvre citoyen "disparaîtrait" en quelques secondes, incapable désormais de participer à la vie publique... forcé de fouiller les poubelles pour survivre.

Et qui oserait l'aider ? Qui oserait le soutenir ? Qui oserait s'exprimer contre ce nouveau système diabolique ? Eux aussi seraient marqués comme indésirables... et disparaîtraient. Imaginez le candidat politique qui découvrirait soudain que ses soutiens n'ont pas d'argent... Ou un lanceur d'alerte qui n'a plus rien à lancer.

*Sommes-nous en train
d'halluciner ? Nous
inquiétons-nous pour rien ?*

Sommes-nous en train d'halluciner ? Nous inquiétons-nous pour rien ?

En Argentine, les dirigeants militaires ont commencé par cibler les révolutionnaires gauchistes — qui posaient peut-être une vraie menace pour la république. Ensuite, les cibles sont devenues plus variées — des étudiants, des adversaires politiques, des intellectuels, des syndicalistes et quiconque dont ils voulaient se débarrasser.

Cette période a pris fin quand les généraux ont fort inconsiderément envahi les îles Malouines et proclamé leur souveraineté. Les gens simples se laissent facilement entraîner dans une guerre — aussi crétin qu'en soit le prétexte. Comme l'avaient espéré les dirigeants, les Argentins se sont ralliés derrière leurs soldats.

Mais les Anglais ne jouèrent pas le rôle attendu par les généraux. Au lieu de négocier un accord, ils envoyèrent leur flotte. En quelques semaines, les Anglais avaient coulé le Belgrano et pilonnaient les troupes argentines mal préparées, frissonnant dans l'Atlantique sud.

Ce fut une trop grande humiliation pour les *gauchos*. L'Union Jack flotta à

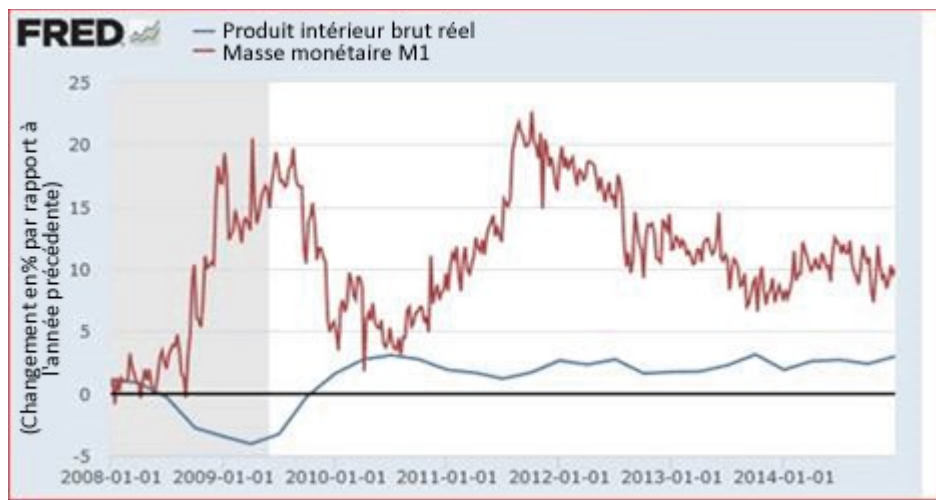
nouveau sur les Falkland, les généraux furent renversés et les disparitions cessèrent.

Sommes-nous plus intelligents que les Argentins ? Nos politiciens sont-ils plus honnêtes ou plus fidèles à l'esprit des lois ? Le pouvoir corrompt-il moins dans l'hémisphère nord qu'au sud de l'équateur ?

Nous en doutons fortement.

Une politique monétaire ultra-expansive... mais sans succès

27 mai 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)



▪ Les principales banques centrales dans le monde continuent leur politique monétaire ultra-expansive : la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre depuis 2009 et la Banque du Japon depuis 1990.

Toutefois, il n'en résulte aucune impulsion économique ni aux Etats-Unis (voir graphique ci-dessus), ni dans la Zone euro, ni au Royaume-Uni ni au Japon. Ni la politique de taux zéro, ni les taux négatifs du marché monétaire, ni l'assouplissement quantitatif pas plus que les rendements obligataires extrêmement faibles n'ont été la "panacée" tant attendue.

La Fed a vu son bilan total passer de 1 000 milliards de dollars fin 2008 à 4 500 milliards fin 2014

La Fed a vu son bilan total passer de 1 000 milliards de dollars fin 2008 à 4 500 milliards fin 2014, alors que le PIB nominal américain n'a augmenté que de

2 700 milliards. Environ 900 milliards de dollars ont été déversés sur les marchés financiers, provoquant un triplement du prix des actions américaines. La consommation privée aux Etats-Unis, qui n'a augmenté que de 1,4% par an sur les sept dernières années, est décevante.

▪ **Le cas du Japon**

Le cas le plus marquant est celui du Japon. Depuis 25 ans, aucune reprise ne s'est produite ; le pays a désormais la dette publique la plus élevée du monde à 250% du PIB — et même environ 500% tous secteurs confondus.

Néanmoins, la BCE vient juste d'annoncer de plus grands achats d'obligations dans les prochaines semaines — ce qui a immédiatement stimulé les cours des actions et des obligations, ainsi que le taux de change du dollar.

Essayer de résoudre les problèmes structurels uniquement avec la politique monétaire ne marche pas, car l'argent va dans les actifs. On ne fait que préparer de nouvelles bulles financières, de nouvelles crises économiques, accroître les dettes publiques et prolonger la stagnation. Les déséquilibres mondiaux deviennent de plus en plus grands.

Si les taux zéro ne sont pas en mesure de stimuler de nouveaux investissements, à quoi peut servir le QE ?

Quand les taux d'intérêt et les rendements sont à 0% ou s'en approchent, injecter de la monnaie via le QE devient une absurdité. En effet, si les taux zéro ne sont pas en mesure de stimuler de

nouveaux investissements, à quoi peut servir le QE ?

Ce ne sont pas des bulles spéculatives qui peuvent causer une reprise économique. Les problèmes sont seulement transférés vers les marchés des changes et provoquent une course à la dévaluation. Quel pays est prêt à perdre ses positions sur les marchés mondiaux en acceptant qu'un concurrent obtienne des avantages grâce à un taux de change inférieur ?

▪ **Conclusion**

Selon l'économiste Joseph Schumpeter, une économie libre a l'étonnante capacité de guérir par elle-même. La politique monétaire actuelle enrayer ce processus d'auto-guérison. L'arrogance avec laquelle est menée la politique budgétaire actuelle élimine toutes possibilités de mise en oeuvre des réformes nécessaires.

Un défaut européen

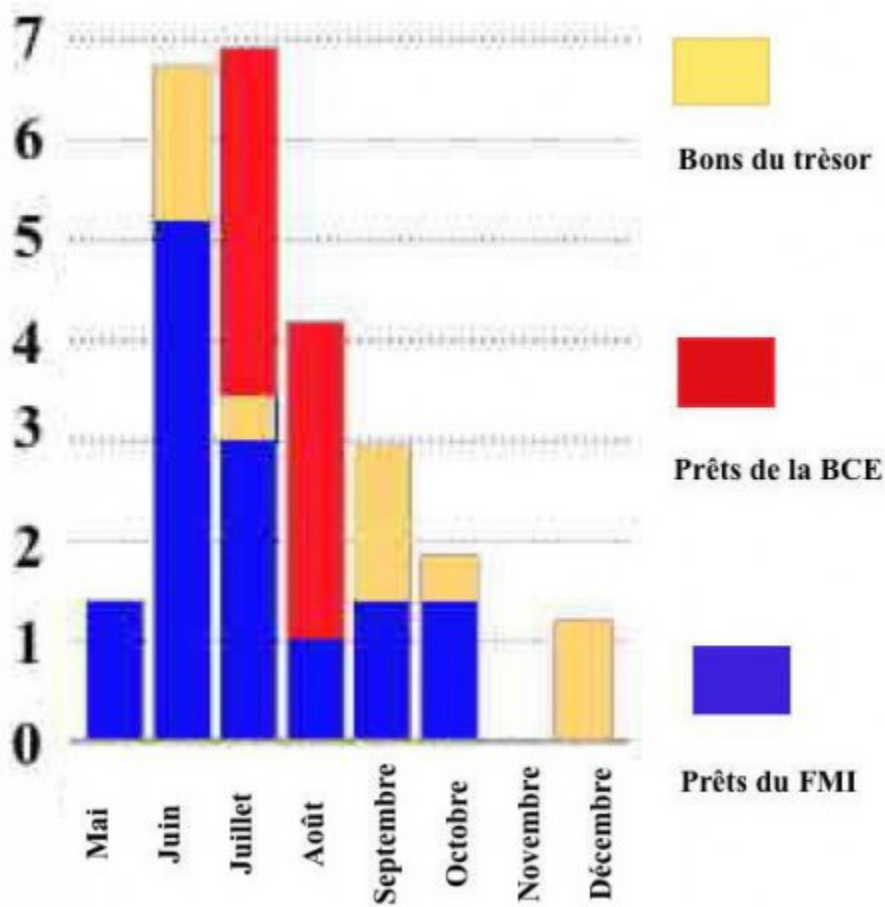
mai 26, 2015/ Articles des éconoclastes/par Jacques Sapir

La probabilité d'un défaut de la Grèce sur sa dette souveraine apparaît aujourd'hui plus élevée que jamais. Depuis ces deux dernières semaines il est pour la première fois explicitement évoqué par des responsables grecs. Ceci marque un changement dans le discours officiel du gouvernement.

Un défaut imminent ?

En fait, si l'on regarde les remboursements à venir que la Grèce doit faire, il est clair que sans un accord avec les pays de l'Eurogroupe un défaut est inévitable.

Graphique 1
Liste des remboursements de la Grèce jusqu'à la fin de 2015



Le Premier ministre grec, M. Alexis Tsipras a déclaré de manière récurrente qu'entre les paiements qui sont dus pour les salaires et les pensions et le remboursement des intérêts ou du principal de la dette, le gouvernement choisirait les premiers et non les seconds[1]. Il a récemment rappelé, devant une assemblée des cadres de son parti SYRIZA, que son gouvernement avait déjà fourni des efforts colossaux mais qu'il n'était pas question de franchir les « lignes rouges » qui avaient été établies au début de la négociation, en février dernier. Quant au Ministre des finances, le charismatique Yannis Varoufakis, il a répété les mêmes choses, tout en ajoutant qu'il avait enregistré les négociations qui se sont tenues ces derniers jours lors du sommet européen de Riga[2]. Ce durcissement, apparent, du discours se comprend fort bien dès que l'on entre dans une logique de négociation. Le gouvernement grec s'est lié explicitement les mains avec les fameuses « lignes rouges », ce qui équivaut soit à user de la « coercive deficiency » comme on a déjà eu l'occasion de le dire[3], ou encore ceci s'apparente à l'attitude d'Ulysse se faisant attacher au mat de son navire pour entendre les sirènes alors que son équipage porte des bouchons de cire[4].

Mais, si le gouvernement grec fait état de progrès dans la négociation, il semble bien que du côté de l'Allemagne on ait une vision très différente des choses. Concrètement, la position du gouvernement grec s'apparente à celle-ci : « nous avons fait le maximum ; C'est à vous (les européens) de faire votre part du travail, sinon nous irons au défaut ». En fait, il semble bien que l'on ait déjà dépassé le stade du « jeu » et que l'on cherche à savoir sur qui portera le blâme du défaut. Car, il faut ici comprendre que si techniquement le défaut n'entraîne pas automatiquement la sortie de la zone Euro, en réalité, politiquement, il s'accompagnera d'une suspension du mécanisme d'approvisionnement en liquidités des banques grecques (ELA). Dans ces conditions, le gouvernement grec n'aura pas d'autres choix que de mettre en place une monnaie parallèle, qui deviendra rapidement la Drachme. Dans les faits, un défaut provoquera très probablement une sortie de l'Euro.

Le défaut est-il inévitable ?

Il faut comprendre que cette question d'un possible, et aujourd'hui probable, défaut de la Grèce n'est importante que parce que une large part de la dette grecque est détenue par la BCE et les différents fonds européens, qu'il s'agisse du FESF ou du MES. Sur un total de 315,5 milliards d'euros de

dette, 141,8 milliards sont détenus par le FESF, 52,9 milliards dans des prêts bilatéraux avec les pays de la zone Euro, 27 milliards sont détenus par la Banque Centrale Européenne et 25 milliards par le FMI.

Un défaut obligerait les pays qui ont contribué à ces fonds de les provisionner à hauteur du montant de la dette répudiée. En agitant la question du défaut, le gouvernement grec signifie à ces partenaires, mais qui sont aujourd'hui aussi ses adversaires, de l'Eurogroupe que ce sont eux, et non le peuple grec, qui subira la conséquence de leur inconséquence.

Car, sur ce point, il y a eu une profonde inconséquence de la part des pays de la Zone Euro. Quand il est devenu clair que la dette grecque s'apparentait à une pyramide financière, ce que l'on appelle un « système Ponzi », en 2010, ces pays auraient du accepter que la Grèce fasse défaut sur une partie de sa dette. Mais, ceci fut refusé pour deux raisons.

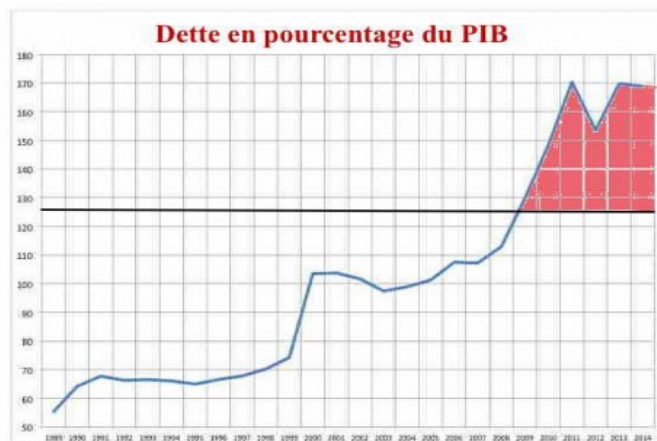
La première était – et elle est toujours – une question de principe. La Zone Euro, pour l'appeler de son nom véritable l'Union Economique et Monétaire, prévoit que chaque pays est responsable, et lui seul, de ses finances publiques. On pourrait alors penser que cette responsabilité aurait pour conséquence de laisser un pays endetté faire défaut. Mais, cette solution a été interdite au nom du sauvetage de l'Euro. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont tombés d'accord pour considérer qu'il était impossible de tolérer un défaut dans la zone Euro. Là se trouve la première inconséquence ; on construit une Union monétaire et une monnaie unique, et l'on refuse aux pays à la fois les ressources du fédéralisme et la possibilité d'un défaut. Cette inconséquence est primordiale.

Mais il y a une seconde raison. En fait, les dirigeants européens étaient tétanisés par le fait que des banques allemandes et françaises étaient largement engagées sur la dette grecque. S'ils ont refusé la possibilité d'un défaut, ce fut essentiellement pour éviter une nouvelle crise bancaire qui aurait révélée les inconséquences dans la gestion et dans la supervision de ces banques. Nous avons ici une deuxième inconséquence.

Refusant le défaut, les gouvernements de la zone Euro ont mis sur pied un système complexe de refinancement de la Grèce dont les effets sur l'économie du pays se sont révélés catastrophiques. En fait, on demandait à la Grèce de supporter une dette de plus en plus importante alors que son économie se contractait.

Graphique 2

Evolution de la dette grecque depuis 1989



Cette troisième inconséquence a provoqué la crise sociale gravissime que la Grèce connaît aujourd'hui, et qui a porté SYRIZA au pouvoir. Dans ses conditions, le choix proposé par Tsipras et Varoufakis, soit la dette grecque est pour partie annulée et pour partie restructurée sur le modèle de ce que l'on a consenti à l'Allemagne en 1953, soit il y aura un défaut de la Grèce était clair. Ici encore, et c'est la quatrième inconséquence, les pays de l'Eurogroupe n'ont pas voulu d'une solution « à l'allemande » sur le modèle de l'accord de 1953 avec ce pays. Ils devront très probablement affronter le défaut.

Défaut grec ou défaut européen ?

Un défaut n'est pas la fin du monde. Mais, ce défaut aura incontestablement des conséquences tant économiques que politiques importantes. Il va signer l'écroulement d'une grande partie de la politique de l'Union européenne, à la fois quand à ses méthodes que quand à ses objectifs. Il pourrait entraîner le début de la fin pour l'Euro.

En ce qui concerne les méthodes, la négociation avec la Grèce a été menée en dépit du bon sens ou, plus exactement en dépit du bon sens démocratique (ce qui, il faut en convenir, n'est pas tout à fait la même chose). On a cherché à discréditer, à menacer, voire à corrompre, les négociateurs grecs. Ces négociations se tiennent d'ailleurs dans la plus grande obscurité. On ne tient pas de minutes des déclarations des uns et des autres, et on laisse à la presse le soin de réaliser des « fuites » dont le contenu est incontrôlable en l'absence

justement de ces minutes. Yannis Varoufakis l'a très bien dit sur son blog, reconnaissant qu'il enregistrerait les négociations pour que l'on sache un jour à quoi s'en tenir quant au comportement des uns et des autres : « Et peut-être devrions-nous questionner les institutions européennes dans lesquelles des décisions d'une importance fondamentale sont prises, au nom des citoyens européens, mais dont les minutes ne sont ni prises ni publiées.

Le secret et une presse crédule ne sont pas de bons augures pour la démocratie européenne »[5].

Quand on sait que Varoufakis est en réalité un défenseur du projet européen, il faut comprendre, et il faut entendre, l'ampleur et la portée de sa critique. Effectivement, c'est la démocratie européenne, non pas en tant que principe (déjà bien malade depuis 2005 et le refus de prendre en compte les référendums tant français que néerlandais) mais en tant que système de règles opérationnelles et devant assurer la responsabilité des acteurs pour leurs actes, qui est aujourd'hui absente. On sait bien que sans responsabilité il n'y a plus de démocratie. Ce que dit Varoufakis c'est que l'Union européenne n'est plus, dans son fonctionnement quotidien un système démocratique.

Mais, l'échec touche aussi les objectifs de l'Union européenne. Dans le cas de la Grèce, officiellement on prétend vouloir garder le pays dans la zone Euro. Mais, dans les faits, et pour des raisons diverses, on voit émerger une préférence pour l'austérité qui emporte tout sur son passage. La position de la Grèce a été soutenue par de nombreux économistes, et même le FMI a considéré que sur un certain nombre de points le gouvernement grec avait raison. Mais, rien n'y fait. Tout se passe comme si le gouvernement allemand, aidé on doit le dire du gouvernement français qui se comporte – hélas – sur ce point comme le plus complaisant vassal, comme le plus bas des laquais, voulait à tout prix imposer à TOUS les pays de la zone Euro l'austérité mortifère qui est sa politique. Et on peut comprendre que des concessions à la Grèce entraîneraient immédiatement des demandes de l'Espagne. Dans ce dernier pays Podemos, le parti issu du mouvement des indignés a remporté ce dimanche 24 mai de belles victoires et cela fragilise d'autant la position du Premier ministre espagnol, Rajoy. Mais, ceci est vrai aussi du Portugal et de l'Italie. Des concessions à la Grèce seraient le début d'une mise en cause générale de l'austérité, ce dont le gouvernement allemand ne veut sous aucun prétexte. A la fois pour des raisons idéologiques

mais aussi pour des raisons bien plus matérielles.

La banqueroute de l'Union européenne.

Ce qui se profile donc à l'horizon n'est pas un défaut grec, ou plus exactement pas seulement un défaut grec. Nous assistons à la banqueroute de l'idéologie européiste mais aussi de l'Union européenne. A travers le défaut grec c'est une mise en défaut de la politique de l'Union européenne, prise en otage par l'Allemagne, que nous assisterons. Ce défaut sera donc un défaut européen, car il signera la fin d'une certaine idée de l'Union européenne et ouvrira une crise profonde et durable en Europe. Les institutions européennes seront atteintes dans leur légitimité. **Ce défaut sera la base de la révolution qui vient.**

Jacques Sapir

Retrouvez l'article original sur le blog de Jacques Sapir : [Russeurope](http://russeurope.org)

NOTES :

[1] Tugwell P., « Tsipras Says He Won't Cross Red Lines in Talks With Creditors », Bloomberg International, 15 mai 2015, <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-05-15/tsipras-says-he-won-t-cross-red-lines-in-talks-with-creditors>

[2] Varoufakis Y., « The Truth about Riga », posté le 24 mai 2015 sur son blog, <http://yanisvaroufakis.eu/2015/05/24/the-truth-about-riga/>

[3] Sapir J., « Greece's brinkmanship », note publiée sur Russeurope, le 4 février 2015, <http://russeurope.hypotheses.org/3395>

[4] Elster J., *Ulysses and the Sirens* Studies in Rationality and Irrationality, Cambridge University Press, Cambridge, 1985.

[5] <http://yanisvaroufakis.eu/2015/05/24/the-truth-about-riga/>

Bientôt nos pelouses seront remplacées par des potagers

Biosphère 26 mai 2015

« La sécheresse vient d'entrer dans sa quatrième année en Californie. Le gouverneur Jerry Brown a décrété un rationnement général et obligatoire de 25 % de l'eau potable, et on a cessé d'arroser les pelouses : « *Brown is the new green* ». On est passé des amendes pour pelouses mal entretenues aux amendes pour tous ceux qui n'auront pas réduit leur consommation. Les citoyens décortiquent les quantités d'eau qui sont entrées dans leur consommation. Un hamburger : 2 300 litres ; un verre de vin : 121 litres... Et

les amendes ! Plus personne n'ignore qu'il faut plus de 3 litres d'eau pour faire pousser une seule amande. Les piscines ne peuvent plus être vidangées. Il faut contribuer à l'effort général, afficher une certaine solidarité avec les zones agricoles dont le robinet s'est tari. Les riches qui « peuvent payer les amendes », sont dans la ligne de mire. Les collectivités locales ont ouvert des pages Web où chacun peut dénoncer les gaspilleurs qui arrosent en dehors des heures autorisées ou lavent leur voiture à grands jets. »*

Le rationnement obligatoire en Californie est un débat qui va se généraliser au fur et à mesure que les ressources naturelles vont se raréfier : l'eau, les combustibles fossiles, les métaux, les terres arables, etc. Ne plus pouvoir montrer sa pelouse bien verte n'est pas bien grave, mais ne plus avoir d'essence pour faire bouger sa voiture remet en question toute notre civilisation. Sur ce blog nous préparons les esprits au [rationnement carbone](#) (la [carte carbone](#)).

En France, le rationnement fait presque immédiatement penser aux heures sombres de la Seconde guerre mondiale. Mais au Royaume-Uni, les choses sont différentes : là aussi le rationnement est associé à la période de guerre, mais si le rationnement a été une période difficile, il a été aussi l'un des principaux instruments grâce auxquels la démocratie a pu s'organiser pour traverser la tourmente des pénuries. Le rationnement doit sa mauvaise réputation à son association à l'idée de pénurie... alors qu'il est une réponse à la pénurie, et non sa cause. En fait le rationnement présente deux aspects qui, tout en étant liés, sont bien distincts : d'une part la garantie d'un minimum de partage, et d'autre part la limitation de ce que les gens sont autorisés à consommer. Beaucoup d'entre nous rejetons le second aspect, mais en temps de pénurie nous exigerons le premier ! Et nous nous occuperons de notre potager au lieu de tondre la pelouse !

* LE MONDE du 23 mai 2015, *Californie, gazon maudit*

EN ESPAGNE, CE N'EST QUE JUSTICE POUR COMMENCER !

par François Leclerc 26 mai 2015

Les Espagnols vont-ils prendre le relais des Grecs comme trublions de l'Europe bien pensante, et même leur donner un coup de main ? La question

est dans toutes les têtes, accompagnée de la crainte de voir ses espoirs déçus : la crise politique se poursuit, mais la voie qui s'ouvre n'est pas un chemin bordé de roses. En dépit des efforts du Partido Popular (PP) et du PSOE de ne pas faire des élections régionales et municipales qui viennent de se tenir en Espagne une répétition générale des législatives qui vont leur succéder, elles se sont traduites par la poursuite de la profonde recomposition politique qui est en cours. Les deux nouveaux partis qui s'opposent à la corruption, Podemos et Ciudadanos, ont obtenu quasiment la moitié des voix, le PP en perdant 30% et le PSOE 10%, illustrant la profondeur du rejet du mélange des affaires et de la politique. Les cartes sont redistribuées et des alliances vont être désormais nécessaires pour constituer des majorités et garder les présidences.

Podemos et Ciudadanos apparaissent comme étant à la fois les concurrents et les alliés naturels respectifs du PSOE et du PP et abordent différemment les négociations qui se sont immédiatement engagées. Pablo Iglesias, qui avait fait campagne avec ses alliés sur le thème « sortons le PP », a immédiatement déclaré « nous allons proposer un programme qui va enthousiasmer les socialistes ». Il est moins sûr que les dirigeants socialistes, sur la défensive, le soient autant. Le leader de Ciudadanos, Albert Rivera, est en situation de faire monter les enchères vis à vis du PP et réclame des primaires en vue des prochaines élections, ce qui est inacceptable pour ses dirigeants.

Les deux partis divergent notablement sur les solutions à apporter pour combattre la corruption et la crise sociale. Mais ils vont tous les deux être confrontés, par le jeu des alliances majoritaires qui devraient se nouer, à l'exercice du pouvoir, conduits à ce titre à concrétiser leurs intentions. Le PSOE que le PP souhaitent éviter de signer des pactes nationaux avec leurs nouveaux partenaires imposés, en privilégiant des accords locaux, mais comment éviter que cela ne prenne une tournure nationale ? Les résultats de ces élections ne se limitent pas à la prise symbolique de grandes mairies par les continuateurs du mouvement des indignés, ou à la perte du contrôle de nombreuses régions par le PP : tout le monde en Espagne attend désormais la suite et l'ambiance y est aérienne pour qui s'y promène.

Dans l'immédiat, il est retenu que les humbles et les petits, ceux qui n'appartiennent pas au monde de la politique et de l'argent, et qui souffrent de la crise, ont désormais le sentiment de pouvoir être entendus, après avoir

tant manifesté sans l'avoir été. Tel était le calcul de Podemos, qui s'est allié localement et selon les circonstances avec des mouvements à la base. A Madrid et à Barcelone, ce sont deux femmes qui symbolisent le renouveau. Au travers d'elles, justice a été rendue à toutes celles qui se sont impliquées avec force dans les luttes sociales.

(Depuis Trujillo, Estrémadure.)

Un monde économique inversé

Posté le 26 mai 2015 par Bruno Colmant

"Les c...", c'est ce qu'aurait murmuré Daladier, le Président du Conseil français, au retour des désastreux accords de Munich en septembre 1938, réalisant que le peuple attendait la paix et l'apaisement alors que la guerre était à quelques encablures.

En économie, c'est la même chose, puisqu'il s'agit de construire le progrès dans une logique schumpétérienne, c'est-à-dire de création qui dépasse la destruction.

Cependant, il n'y a pas de progrès sans partage.

Mais le partage est fondé sur le progrès.

Et le progrès, comme les luttes sociales, c'est violent.

Les c.... Bien sûr : l'Europe n'a rien compris à la digitalisation de l'économie, qui efface les frontières et pulvérise les métiers.

Elle n'a rien compris au besoin absolu de repenser le modèle dans deux directions opposées et pourtant conciliables : la flexibilisation du travail et la solidarité sociale.

Nous sommes entrés dans une révolution industrielle inouïe, aux frontières de l'intelligence artificielle, des processus infaillibles qui dépassent les fatigues et impuissances des hommes, des processus qui remplacent les tâches répétitives.

Nous sommes entrés dans un monde inversé, où les entreprises informatiques dominant les Etats alors que ces derniers sont confinés à assurer l'ordre social et la confrontation avec les promesses qu'ils n'arriveront pas à tenir.

Nous sommes aux confins d'un nouveau monde où l'innovation et

l'inventivité prévaudront.

Un monde très éloigné des années industrielles et – j'ose l'écrire – des Etats-nations, lointains héritiers des révolutions industrielles du 19^{ème} siècle.

C'est un monde plastique et versatile dont le fondement, c'est-à-dire le dialogue entre l'Etat et les marchés, est imprécis.

"Le scénario du pire"...

Patrick Reymond 26 mai 2015

Pour Air rance. Pardon, France. Une erreur de frappe.

Air rance, pardon à nouveau, France, se demande si les compagnies européennes vont survivre.

Je peux lui répondre tout de suite. C'est non. Mais qu'il se rassure. Les autres non plus.

Le secteur n'a jamais été qu'une valseuse, apte à faire disparaître les milliards.

Donc, il fait ce qu'il a toujours fait : il tend la sébille, à tout le monde. les salariés, les pouvoirs publics, etc...

Les compagnies, "profitables", comme celles du golfe, sont simplement les plus aidées, d'une manière ou d'une autre, dans leur pays.

Elles sont, tout bonnement, en train de mourir, et ce n'est pas les sempiternelles exonérations de charges demandées, et qui seront sans doute obtenues, qui régleront le problème. Tout au plus, une légère amélioration, dans la dégradation généralisée des comptes.

Ils veulent casser les compagnies du golfe ? Qu'ils leur abandonnent des destinations, qu'ils leur donnent tout ce qu'ils veulent. Ils en crèveront, car, eux aussi, ils ont leurs limites.

Mais, quelquefois, on sombre dans le comique qui ferait passer Laurel et Hardy pour des modèles d'humour et de distinction :

" Il n'y a pas de considération politique pour le transport aérien. 80% du secteur aérien mondial est encore soutenu par les Etats et nous, en Europe, nous sommes une bande de vertueux qui le payons de façon dramatique en ne créant plus aucun emploi. "

Réflexion :

- on nous refait le coup de la création d'emploi,
- on n'est pas soutenus... Pourtant, le low cost européen, est strictement européen, et son résultat est à 100 % (et plus, composé de subventions).
On nous fait même le coup de dire que c'est rien que de la faute de ceux qui veulent pas entendre d'avions la nuit.

Et dire qu'on trouve les éoliennes dangereuses pour la santé...

Air France, quand à elle, se restructure, et ferme quelques aéroports, et crée quelques problèmes sociaux par la même occasion. Beaucoup n'apprécient pas le déplacement. Surtout si l'aéroport fonctionne bien, et est rentable.

« Point de rupture » : les hôpitaux grecs n'ont plus d'anesthésiants, de ciseaux et de draps !!

Charles Sannat 27 mai 2015

La Grèce va-t-elle rembourser ou pas sa dette ? Eh bien nous faisons fausse route. Le peuple grec littéralement se meurt faute de soins. Oui les Grecs ont fait des efforts, oui ils souffrent... Et non l'Europe, et la solidarité européenne, ne peut être un châtiment comme celui que nous imposons au peuple grec.

Sachez que cela va arriver aussi dans nos hôpitaux. Ce n'est qu'une question de temps, hélas, mais le même processus mortifère de la dette est en cours pour tous les pays, y compris la France.

« Les hôpitaux à travers la Grèce manquent des équipements les plus basiques, y compris d'anesthésiants, de ciseaux et de draps, alors que des années de débâcle économique ont laissé le système de santé national dans un piteux état.

Le nombre de Grecs sans assurance médicale a atteint 2,5 millions, à comparer avec 500 000 avant la crise qui a éclaté en 2008, a rapporté *The Times*.

Les dépenses publiques de santé ont chuté de 25 % depuis 2009, occasionnant un manque d'équipement médical et de liquidités pour payer les salaires des infirmières. »

Charles SANNAT [Source ici](#)

Pourquoi la Fed hésite encore à relever ses taux d'intérêt

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 27/05 LesEchos.fr



La banque centrale américaine a du mal à savoir où en sont le chômage et l'inflation aux Etats-Unis. Elle hésite à durcir sa politique monétaire, d'autant plus que des élus du Congrès ne lui pardonneront pas un faux pas.

Par Jean-Marc Vittori Editorialiste aux « Echos »

Rester libre. Libre de décider au moment opportun de relever les taux d'intérêt pour la première fois depuis près d'une décennie, une décision qui risque de faire valser des milliers de milliards de dollars à travers la planète. Telle est l'obsession de Janet Yellen, la présidente de la Réserve fédérale des Etats-Unis. Pas question de s'enfermer dans un calendrier. Le mois dernier, les investisseurs racontaient que la Fed n'augmenterait pas ses taux lors d'une réunion sans conférence de presse - seule une réunion sur deux du Federal Open Market Committee, qui pilote la politique monétaire, est suivie d'une telle conférence. Trop contraignant ! La Fed a testé fin avril un système qui permet d'improviser une conférence par téléphone. Les mêmes investisseurs indiquaient clairement ces dernières semaines qu'ils attendaient la hausse pour 2016. Trop astreignant ! Vendredi 22 mai, Yellen expliquait qu'« *il sera approprié à un moment donné cette année de faire le premier pas* ». Quitte à expliquer ensuite que la réalité a changé...

Après avoir été guidée par l'objectif de la baisse du chômage, la politique de la Fed est désormais « data-driven » - pilotée en fonction de l'état de l'économie américaine, révélé par toute une batterie d'indicateurs. Autant dire qu'elle hésite, comme jamais dans son histoire. Parce qu'une première hausse

de taux est sa mission la plus délicate - « *retirer le saladier de punch de la table quand l'ambiance de la soirée commence à chauffer* », selon William McChesney, qui présida la Fed pendant deux décennies après-guerre. Parce que les enjeux sont colossaux après la plus grave crise financière depuis près d'un siècle. Mais aussi parce que l'incertitude est immense sur l'état réel de l'économie américaine et, au-delà, sur sa réaction à l'augmentation du [loyer de l'argent](#).

En mars, Janet Yellen a insisté dans [un discours](#) sur le « [taux d'intérêt réel d'équilibre](#) », qui doit guider sa politique monétaire. Ce taux est censé permettre à la banque centrale d'atteindre ses deux principaux objectifs : un emploi maximal et des prix stables. Parmi les dizaines de méthodes employées pour l'évaluer, celle citée par Yellen, élaborée par Thomas Laubach (qui travaille à la Fed) et John Williams (actuel président de la Fed de San Francisco), indique aujourd'hui... un taux négatif. Yellen l'explique par les « *vents contraires* » qui ont soufflé depuis la crise financière : durcissement de l'accès au crédit, volonté des particuliers de se désendetter, politique budgétaire restrictive, incertitudes pesant sur l'investissement. Des vents devenus moins puissants en 2014. Toute la question est donc de savoir quand le taux neutre va remonter, et à quel rythme.

Mais la mécanique de l'inflation comme celle de l'emploi ne fonctionnent plus comme avant. Du côté des prix, les salaires ne montrent pas le moindre signe d'emballement. La pente est inférieure à 2 % pour le salaire horaire. Les nouvelles technologies, la concurrence croissante des émergents pèsent sur les bas salaires. La migration d'usines du nord des Etats-Unis vers le sud, moins syndicalisé, fait baisser le niveau et donc le coût de la protection sociale. Le marché du travail peut-il encore enclencher une spirale de hausses de prix ? Rien n'est moins sûr. Et pour compléter le tableau, des facteurs temporaires poussent à la déflation. La poussée du dollar, qui a gagné 15 % face aux autres monnaies en un an, fait baisser les prix à l'importation. Et la diminution de moitié du baril de pétrole fait reculer les prix de l'énergie.

Sur le front de l'emploi, c'est encore plus compliqué. A première vue, tout va bien, avec seulement 5,4 % des actifs au chômage - deux fois moins qu'en France ! Mais le taux d'activité (proportion des 15-64 ans ayant un emploi), qui a reculé de quatre points depuis la crise, est le plus faible depuis les années 1970. Ce changement viendrait pour moitié du vieillissement de la

population - aux Etats-Unis comme en Europe, l'emploi est moins fréquent passé 50 ou 55 ans. Le mystère règne sur l'autre moitié. La Fed est donc loin de « l'emploi maximum ». Et les créations de postes, qui avaient accéléré depuis début 2014, semblent ralentir.

Derrière pointe la question de la croissance de l'économie américaine, qui a disparu en début d'année pour des raisons là aussi temporaires (froid, grèves) mais qui devrait rebondir. Dans un pays qui redevient pétrolier, la chute des cours de l'or noir freinerait toutefois la production nationale de 0,5 à 1 % cette année. La hausse du dollar pèse sur les exports. L'activité étant repartie il y a déjà cinq ans, certains se demandent si le cycle de croissance n'est pas en train de s'achever. Et personne ne sait comment réagira le systeme financier à une hausse des taux. L'immobilier donne des signes de faiblesse à la moindre alerte sur le loyer de l'argent...

La Fed hésite d'autant plus qu'elle est elle-même en question. Aux Etats-Unis, contrairement à la zone euro, il y a toujours deux ou trois propositions de loi qui traînent au Parlement pour abolir l'indépendance de la banque centrale. Le mouvement a pris de l'ampleur avec le sauvetage des banques lors de la crise, puis la politique non conventionnelle mise en place ensuite. Les républicains du Tea Party sont virulents. D'autres parlementaires s'emparent du sujet. La démocrate Elizabeth Warren et le républicain David Vitter ont déposé début mai un texte imposant à la Fed d'obtenir l'accord du Congrès pour venir en aide à une banque. Alors même que la Fed avait été créée à la suite de la crise de 1907 pour devenir prêteur en dernier ressort... Dans ce contexte, pas question de donner prise à la critique ! Alors, relever plus tard les taux d'intérêt au risque de laisser l'inflation repartir en force ? Agir tout de suite au risque de précipiter l'économie dans la récession ? Pour préserver sa liberté, la Fed n'a sans doute pas fini d'hésiter.

Reconstruire les canaux cassés de l'économie mondiale

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 26/05 LesEchos.fr](#)

[Jean-Marc Vittori est un journaliste « officiel ». Ça paraît. Soit il ne comprend rien à la situation mondiale actuelle soit il est volontairement aveugle. Selon Bill Bonner (que nous apprécions beaucoup) l'économie mondiale n'est pas une mécanique qui peut être réparée.]

La planète manque cruellement de canaux pour faire circuler efficacement

l'épargne des acteurs peu dépensiers vers ceux qui ont des projets. C'est l'une des causes profondes de la crise. Un livre récent le démontre.

de Jean-Marc Vittori

Un arc triomphal, un théâtre romain, des colonnes d'un temple de Baal... Après avoir résisté aux siècles, ces splendeurs de Palmyre, en Syrie, seront peut-être détruites dans quelques jours. L'émotion gagne à l'idée de voir disparaître ces joyaux du Patrimoine mondial de l'humanité. En revanche, des canaux ont été démolis ces dernières années dans l'indifférence générale. Bien sûr, ils n'avaient aucune raison de susciter l'émotion. Ils n'étaient ni beaux ni propres, puisqu'ils servaient à faire circuler l'argent, l'épargne, le capital. Mais ils étaient utiles et même nécessaires. Leur disparition pose un formidable frein sur l'économie mondiale. Pour que la machine reparte, il faudra les reconstruire, ou plutôt en construire d'autres. Le chantier est à peine ouvert.

L'histoire de ces canaux explosés prend tournure au début du siècle. Elle est formidablement expliquée dans un petit livre écrit par trois économistes du gérant d'actifs Candriam (*), qui donne l'impression de se promener dans les arcanes de la macrofinance avec une lampe d'archéologue sur le front. Au début du siècle donc, des pays puissants commencent à dégager des excédents commerciaux massifs, pour des raisons très différentes. La Chine entame la troisième étape de son ouverture : après les premières libéralisations des années 1980 et la montée en puissance de l'industrie dans les années 1990, c'est le temps de l'exportation massive. Le Japon profite de l'essor de son puissant voisin pour doper ses ventes à l'étranger. L'Allemagne se refait une santé commerciale après avoir encaissé le choc de la réunification. Les pays pétroliers profitent de la remontée de l'or noir. En dégageant ces surplus, et donc cette épargne qu'ils investissent à l'étranger, ces pays stimulaient leur croissance.

Ils ont pu le faire parce que d'autres pays, eux, manquaient d'argent : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne, la France. Les particuliers y ont massivement emprunté pour acheter des logements. Aux Etats-Unis, ils ont aussi voulu lutter contre la stagnation de leurs revenus. De 1997 à 2006, le solde des échanges courants de ces quatre pays s'est dégradé de près de... 1.000 milliards de dollars ! Canalisé par les tuyaux de plus en plus sophistiqués de la finance mondiale, l'argent des pays peu dépensiers a fini

par financer des emprunteurs insolvables aux Etats-Unis (prêts « subprime »), des logements inutiles en Espagne, un Etat surendetté en Grèce. Jusqu'au jour où les débiteurs ont été incapables de rembourser. Certains créanciers firent alors faillite. Chutèrent ainsi, dès juillet 2007, deux petites banques allemandes (IKB et Sachsen LB) qui avaient acheté des produits financiers américains liés à l'immobilier. Beaucoup d'autres créanciers ont arrêté de faire des prêts risqués. Sevrés de fonds, les emprunteurs ont brutalement cessé d'acheter, déclenchant une profonde récession.

Leçon de l'histoire : « *La finance mondialisée s'est avérée à nouveau incapable de transférer des masses importantes d'épargne d'un espace économique à l'autre.* » Comme dans les années 1970, quand le recyclage des pétrodollars avait débouché sur une crise terrible de la dette latino-américaine.

Les pays très endettés n'ont alors d'autre choix que de moins acheter. L'Amérique coupe de moitié son déficit extérieur. La zone euro, qui était à l'équilibre dans ses échanges avec le reste du monde, se met à dégager un excédent massif (près de 4 % de son PIB cette année). Pour sauver leur croissance, les pays émergents, eux, ont dû basculer sur un endettement intérieur, celui de leurs entreprises, leurs particuliers, parfois leur Etat. Le cas de la Chine est ici à nouveau emblématique. « *Alors que, entre 2008 et 2013, le poids de la dette privée américaine baissait de 14 points de PIB, celui de la dette privée chinoise progressait de près de... 70 points.* » Mais les circuits de la finance, en Chine comme dans la plupart des pays émergents, sont sous-développés. Ils ne parviennent pas à canaliser correctement ces énormes flux. Ce qui condamne ces pays aux bulles et à une croissance ralentie.

Il faut donc construire de nouveaux canaux. A l'intérieur des pays bien sûr, pour que l'argent coule là où il est vraiment utile, où il peut faire pousser des projets porteurs d'avenir. Mais aussi entre pays, sauf à accepter la contrainte qui a étouffé la zone euro ces dernières années, celle du retour à l'équilibre des pays en déficit extérieur insoutenable (Grèce, Irlande, Espagne...). Les projets ne manquent pas, des routes jusqu'aux équipements de la transition énergétique. « *La difficulté est de savoir qui est prêt à porter les risques associés aux quelques centaines de milliards de dollars d'investissements supplémentaires que l'épargne des pays peu dépensiers pourrait permettre de financer chaque année.* »

Déjà très endettés, les Etats sont mal placés pour jouer ce rôle. Une institution pourrait les remplacer malgré son nom terriblement soporifique : banque de développement supranationale. Comme la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement sur laquelle s'appuie le plan Juncker ou la toute nouvelle AIIB (Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures) que vient de lancer, comme par hasard, la Chine. Reste à faire échapper ces constructions aux fléaux qui les minent, comme la corruption et la bureaucratisation. Reste aussi à trouver la volonté des pays d'avancer ensemble dans la même direction. Ce n'est pas gagné.

L'UE restera en un morceau

Myret Zaki Bilan.ch (Suisse) 21 mai 2015

Certes, il reste d'un excellent effet de pronostiquer, au bistrot du port comme au dîner de gala, que la Grèce quittera l'UE. Tout comme il est de bon aloi d'affirmer que la Grande-Bretagne quittera l'UE. De même, le bon goût dicte de déclarer que l'on ira, à coup sûr, vers une déconstruction de l'Union des 28, sans cesse annoncée depuis 2010. Mais quelque chose a changé. Trois ans après la crise de l'euro, l'idée s'est un peu démodée.

Lorsqu'en janvier 2013 David Cameron a promis aux Britanniques un référendum sur l'UE, c'était seulement trois mois après la fin de la crise. Les émotions étaient vives. Toutes les velléités de sortie de l'UE, qu'elles soient grecques, italiennes ou britanniques, et les initiatives anti-Europe en Suisse ont pris corps à ce moment-là. C'est en 2012 que l'UDC a déposé l'initiative contre l'immigration de masse, que Marine Le Pen voulait faire «exploser» l'UE, que l'europhobe Beppe Grillo a réalisé ses meilleurs suffrages en Italie, et qu'Alexis Tsipras était pour le «Grexit».

Le vrai test pour l'Europe: 2017

Trois ans plus tard, le ton s'est modéré. Personne ne veut vraiment sortir de l'UE, y compris la Grande-Bretagne. Cameron, réélu en ce début mai, a certes maintenu sa promesse de référendum en 2017, mais ce geste vise surtout à reconforter les Britanniques quant à une remise à plat des relations avec l'UE et à une restauration d'une certaine idée d'être Anglais. Le «Brexit», lui, ne semble pas rallier la majorité de la population.

En France, sortir de l'euro n'est soudain plus le mantra de Marine Le Pen, qui a d'autres soucis (d'ordre familial, si l'on ose dire). Tsipras, lui, a évacué le scénario du Grexit au début de 2015, lors de son élection comme premier ministre. Le frondeur Beppe Grillo s'est soudain assagi cette année, affirmant même s'être «trompé» et s'ouvrant au dialogue. Entre-temps, la croissance en Europe a ressuscité. Le PIB de l'UE devrait progresser de 1,8% en 2015 et de 2,1% en 2016, réduisant l'écart avec les Etats-Unis.

L'année 2017 constituera le vrai test. L'assouplissement monétaire de la BCE aura pris fin. Les prix du pétrole et l'euro faible, qui ont dopé l'économie, pourraient cesser d'être un soutien. Les pressions des membres du parti d'Angela Merkel pour qu'elle chasse la Grèce de l'Union pourraient s'accroître, alors que 2017 verra les élections législatives en Allemagne. La France pourrait voir le Front national au second tour, et Marine Le Pen devra préciser ses positions.

Les élections américaines, le 8 novembre 2016, et l'état de l'économie américaine à ce moment-là, auront une influence clé sur la Grande-Bretagne. Et surtout, 2017 verra le référendum britannique. David Cameron veut convaincre l'UE d'accorder plus de pouvoir aux capitales nationales. Faute de quoi, Londres pourrait claquer la porte. Il devrait demander conseil à Berne: conclure des traités bilatéraux avec l'UE en devant appliquer des normes européennes et sans pouvoir peser sur les décisions, c'est plutôt ce sort-là qui attend un Royaume-Uni isolé.

Outre le fait que le Brexit pourrait lui coûter l'Ecosse, et des rétorsions contre les Britanniques d'Irlande, les banques de la City perdraient l'accès au marché des services financiers de l'UE, celui-là même que les banques suisses ont cherché à obtenir, tout en restant hors de l'UE, sans y parvenir. Les lobbyistes de la City, 14 fois plus influents à Bruxelles que ceux de la Suisse, perdraient ainsi ce que nos banques leur ont envié. La Grande-Bretagne n'est pas du genre à s'autosaborder. J'ai un scoop: l'UE restera en un seul morceau.

[Le pétrole finit en nette baisse à New York](#)

LaPresse.ca Publié le 26 mai 2015

[Il ne faut pas se fier au titre de cet article. Le journal La Presse fait ce genre de commentaires lorsque le baril bouge de 50 sous (0,5\$).]

Les cours du pétrole ont nettement baissé mardi à New York, restant sous pression avec le regain de vigueur du dollar, tandis que le rapport entre une offre surabondante et une demande atone ne donnait aucun signe d'évolution.

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juillet a perdu 1,69 dollar à 58,03 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

À Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé la séance à 63,72 dollars, en baisse de 1,80 dollar par rapport à la clôture de la veille, se retrouvant au plus bas en un mois.

Comme les autres matières premières, «le marché du pétrole reste sous la pression d'un dollar en hausse, comme c'était le cas vendredi, avec des inquiétudes relancées sur la possibilité d'un défaut de paiement de la Grèce et de solides ventes de logements neufs aux États-Unis qui aident à porter le dollar au plus haut en un mois», a fait valoir Tim Evans, chez Citi.

Un dollar plus fort rend en effet moins attrayants, car plus onéreux, les achats de pétrole libellés dans la monnaie américaine, pour les investisseurs munis d'autres devises.

«L'autre facteur, à part le dollar, c'est qu'il y a des inquiétudes du côté de la demande, particulièrement en Asie et en Chine, alors que du côté de l'offre on attend des niveaux de production toujours solides, largement supérieure à 31 millions de barils par jour pour l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), et toujours soutenue aux États-Unis», a expliqué Bart Melek, chez TD Securities.

La banque HSBC a effectivement annoncé la semaine dernière que l'activité manufacturière se contractait encore en mai en Chine, avec une baisse du volume de la production industrielle.

M. Evans expliquait quant à lui qu'il y avait débat entre les investisseurs jugeant que les fondamentaux du marché justifient une hausse, et ceux qui parient à la baisse.

D'un côté «certains se concentrent sur la baisse de la production américaine, l'accélération de la cadence dans les raffineries, et le déclin des stocks américains de brut, mais (d'un autre côté) on parle aussi de plus en plus du rebond des cours qui déclencherait une reprise des forages aux États-Unis, et du probable maintien de la politique de l'OPEP (lors de sa réunion du 5 juin)

qui laissera encore le marché face à un excédent d'offre par rapport à la demande», a résumé M. Evans.

Pour lui, c'est la deuxième thèse, justifiant un recul des prix, qui est «la plus convaincante».

Les analystes de Commerzbank ont également insisté sur le fait qu'un seul puits de pétrole a fermé au total la semaine dernière, selon le décompte de la société Baker Hughes publié vendredi. «Il semblerait que le prix du WTI est revenu à un niveau où la production de pétrole de schiste redevient attractive», en concluaient-ils.

Du coup «cela va probablement empêcher le déclin de la production américaine attendu par beaucoup d'investisseurs, qui pourraient de nouveau se retirer du marché du pétrole», ajoutaient ces analystes.

Parallèlement, «au Moyen-Orient la bataille pour les parts de marché a maintenu la production de brut à des niveaux élevés malgré les tensions géopolitiques en Irak et au Yémen», a constaté pour sa part Ole Hansen, analyste chez Saxo Bank.

Bourse pourquoi nous sommes dans une nouvelle ère

Mister Market and Doctor Conjoncture du Mercredi 26 Mai 2015 : Par Bruno Bertez

Les régulateurs construisent un mur... de conviction.

Depuis le 9 mars 2009, les marchés financiers ont entrepris une chevauchée fantastique. La cause du retournement haussier à cette époque est peu connue, c'est l'autorisation donnée aux banques d'abandonner les règles comptables anciennes pour évaluer leurs actifs et l'autorisation, pour elles de les marquer... selon leur fantaisie. Le risque de faillite bancaire s'est écarté. La seconde raison, c'est l'ensemble, étalé, de mesures prises par les Etats-Unis pour soutenir à la fois les institutions financières, les marchés et l'économie réelle. Puis la politique de taux zéro, et les différentes mesures de politique monétaire non conventionnelle connues sur le nom de Quantitative Easing.

Depuis le 9 mars 2009, le Sensex indien a progressé de 264%; le S&P500 de 215%; le Nikkei de 186%; le DAX de 172%; le Shanghai de 120%; le CAC de 110%. le FT 100 de 100%. La hausse est quasi continue depuis la fin 2012. Pour la petite histoire, notons que le marché initié sur la reprise mondiale des

Bourses en 2009, a été Londres, il a touché son plus bas le 3 Mars ...

Beaucoup d'investisseurs de qualité ont raté cette hausse historique des marchés ; ils ont été pessimistes sur l'évolution de la Grande Crise Financière, ou bien sur le succès de la lutte contre la récession. Encore maintenant on trouve des irréductibles qui fuient les marchés car ils considèrent que les valorisations sont excessives ou bien parce qu'ils s'attendent à ce que la tentative de normalisation des politiques monétaires américaines provoque des ajustements en baisse significatifs.

L'un des thèmes récurrents de la période a été celui du « dorénavant, ce n'est plus comme avant » ; c'est encore le thème que l'on retrouve à la base de la discussion, du débat en cours sur l'existence ou pas d'une bulle d'actifs financiers. Si « maintenant est une nouvelle ère », alors on ne peut conclure à l'existence de bulles, à l'inverse, si le monde ne change pas, si c'est l'éternel retour, alors après la pluie, le beau temps et les bulles vont crever.

Notre position a été maintes fois répétées, il n'y a pas de bulles au sens historique du terme car il n'y a aucune euphorie, aucun engouement, simplement une recherche désespérée de rendement dans un monde qui en est privé. Ce qui fait bulle, c'est l'existence d'un excès considérable de cash qui ne rapporte rien, qui ne trouve pas d'emploi ou de protection rentable et donc est en quête d'actifs qui rapportent un tant soit peu. Ce qui fait bulle c'est notre fameux Mistigri.

Sur la question de la nouvelle ère, nous sommes nuancés, bien sûr, les free lunches n'existent pas, deux et deux font toujours quatre, mais la finance s'est complexifiée, elle est devenue de plus en plus abstraite et donc, à force d'abstraction elle est devenue, pour reprendre un terme de l'art moderne, elle est devenue non-figurative, elle ne reflète plus, elle n'est plus l'expression du réel, elle s'est autonomisée, libérée de la pesanteur, de la rareté. Et cela, c'est nouveau, le progrès vers l'abstraction et la libération des signes est une caractéristique historique. En clair, ce n'est pas le réel qui a changé, mais la façon de le symboliser. Et bien sûr, cela affecte la Valeur et le concept de Valeur. Elle devient plus relative, plus incertaine, plus instable.

Il y a un aspect, peu étudié, qui a été bouleversé, c'est le rôle des responsables de la conduite des affaires, le rôle des Banquiers Centraux et de leurs associés complices, les grandes Banques TBTF.

De ce rôle on ne retient généralement que le côté dirigiste, le côté

manipulateur, plus ou moins conspirationniste. Certes, on pressent ce rôle et son importance, mais on va rarement plus loin. On ne rentre pas dans ce que nous appelons « le Grand Scret » des Alchimistes Banquiers qui nous gouvernent. L'économie réelle est ce qu'elle est, peut-être plus ou moins manipulable sur le court terme, au prix de déceptions et déboires à long terme, on le constate dans la régularité des cycles de boom et bust. Mais les Valeurs, elles, ne sont pas de l'économie réelle, ce sont des perceptions, des projections, des appréciations, elles sont, non pas dans l'économie réelle, mais dans la tête des gens. Et à ce titre, elles peuvent participer d'une ère nouvelle. Cette ère c'est celle de la Communication. La Com a changé la politique, elle a changé l'économie, elle change les marchés. Le texte qui suit est fondé sur cette reconnaissance.

Bien entendu, vous n'êtes pas obligés de nous suivre dans nos interprétations des faits et des situations. Mais, comme nous sommes raisonnables et que nous tenons toujours compte du fait qu'il y a risque à se tromper, vous êtes mieux lotis à nous écouter qu'à ne pas le faire. Ainsi, malgré les hauts et les bas, malgré la volatilité et les accès de pessimisme, nous vous laissons constructifs, acheteurs sur les marchés d'actions depuis... mars 2009!

Présentement, nous développons l'hypothèse de l'atterrissage piloté, guidé. Vous avez noté que cela ne nous conduit pas au pessimisme, pourquoi? Parce que cela était prévisible et prévu et que rien n'indique, au contraire, que la situation va échapper aux Maîtres. Ils ont la situation bien en mains et surtout, personne ne joue contre eux... sauf le réel, mais c'est une autre histoire, presque secondaire.

Nous soutenons l'idée que les fautes de pilotage sont rares et quand elles arrivent, elles sont rattrapées très vite, efficacement. Les exemples nous ont été donnés en 2013 au printemps quand la rumeur du « taper » a failli faire dérailler les marchés obligataires; et encore en 2014, quand la perspective de la fin des achats de titres à long terme et la raréfaction du dollar ont produit une crise chez les émergents, crise sur les flux, sur les changes et sur les taux. Tout cela a été maîtrisé. Idem pour le ballon d'essai qui a consisté à tracer un intervalle de fluctuation pour les taux des bonds souverains. Bref, on encadre et on le fait bien.

Notre idée est que le « taper » s'est bien passé, ils, les Maîtres peuvent se féliciter. On est convaincu, sur les marchés, que le plus dur est passé et que la

liquidité va rester surabondante jusque fin 2017. Reste maintenant à gérer la première hausse des taux. A notre avis, c'est fait, la hausse des taux en septembre est acquise et, en tous cas, elle est dans les cours et dans les esprits. Dans les esprits, voilà le mot important.

Nous soutenons que les régulateurs sont doués, ils ont progressé considérablement depuis Greenspan qui lui, en était resté à chercher comment modéliser les « animal spirits ». Ils ont intégré les théories les plus modernes de la communication. Manipulation des attentes, formation des jugements et des consensus. Le « taper » a été une excellente répétition. La première hausse des taux complétera l'apprentissage. Déjà on passe à la troisième phase. La seconde est quasi finie. En route pour la troisième étape. Elle sera plus montagnaise.

Il va falloir escalader le mur des taux !...

Avant, nous conseillons aux grandes Maisons de Finance de licencier quelques économistes et quelques analystes financiers. La partie se joue, non pas dans l'économie réelle ou l'économie classique, mais dans l'économie moderne, dirigée, articulée autour de la maîtrise des marchés, des perceptions et de la communication. Les progrès récents, dans le domaine de l'application de la science du comportement, le behaviorisme, aux marchés, sont tout à fait dépassés. Ce qu'il faut connaître et maîtriser, c'est la double théorie de la Communication et de la Théorie des jeux du défunt Nash. Si vous ne vous y mettez pas, alors faites comme les grands gérants de hedge funds intelligents, raccrochez, passez la main, passez à autre chose. Le temps est celui des décodeurs de la Com et leur capacité à en tirer une stratégie fondée sur les thèses mathématiques des travaux de Nash.

[C'est à la lueur de ces réflexions que nous avons réétudié le discours de Yellen à Providence.](#) Nous avons conclu de cette étude que la page de la première hausse symbolique des taux était tournée et que l'on attaquait les choses sérieuses, celles qui sont seules significatives: l'évolution future des taux longs.

En relisant, nous nous sommes aperçus que cette étape était déjà en cours de préparation depuis Août 2014, date à laquelle le coup d'envoi de la thèse de la stagnation séculaire a été lancé. Nous avons relu les bons textes, dans les « think tanks » et constaté que le thème marchait bien, développé, enrichi, et de plus en plus maîtrisé. En fait, la stratégie consiste à ancrer une certitude quasi définitive dans le consensus des marchés. La croissance future sera faible,

donc les taux dits naturels resteront faibles et si on réussit à empêcher la spéculation et les « animal spirits » de sur-réagir aux hausses de taux et d'anticiper les suivantes, alors, on a quasi gagné. Il faut, jour après jour, construire un mur de certitude : la croissance sera faible, le « slack » restera élevé, les taux naturels seront très bas et donc les taux de marché, si on maîtrise les comportements, se maintiendront à des niveaux gérables, ils ne mettront pas en danger les budgets et les déficits des gouvernements surendettés. Ils ne mettront pas en danger les marchés malgré leur fragilité. On restera dans l'épure. Le mot est bien choisi, on construit un mur pour baliser l'épure sur laquelle doivent se mouvoir les taux à l'avenir. La volatilité transitoire, temporaire, fait partie de la construction du mur en en marquant les limites, le cadastre.

Si on réussit à construire ce mur de conviction selon laquelle la croissance va rester modérée et les taux naturels -que l'on a ressortis de leur cercueil pour l'occasion-, alors la volatilité restera contenue. Elle ne mettra pas en danger le dispositif de la régulation et de son pilotage. Si la conviction première est forte, si le mur est haut, alors les petites informations partielles, quotidiennes, viendront se briser sur ce mur de conviction. Quand une conviction est forte, bien ancrée, sachez que la théorie de l'information prédit qu'il faut des nouvelles très inattendues, très puissantes, à fort contenu informationnel, pour l'ébranler. Des informations très neuves, surprenantes. Votre vision du monde, comme celle des marchés ne change pas malgré l'accumulation de petites nouvelles partielles. Pour que vous en changiez, il faut un choc copernicien. L'information, nous apprend la théorie, est dotée d'une force, d'une capacité à ébranler les certitudes, mais on peut consolider les certitudes et donc limiter les réactions aux nouvelles. Les régulateurs construisent afin de contrôler les visions du monde, ils bétonnent. Et tant que la vision qu'ils ont érigée leur est utile, alors, ils l'entretiennent et elle se renforce. Une nouvelle, sous cet aspect, n'est utile et n'a de sens que si elle s'intègre bien à la vision du monde que les Maîtres ont construit et que vous partagez. Les rebelles sont ceux qui ne partagent pas la vision du monde dominante. Malheur à eux, sur le court et moyen terme, celui des marchés et des perceptions, ils sont ruinés.

Il y plusieurs univers :

- Celui de la politique des Maîtres.
- Celui du discours des Maîtres.

- Celui des Sujets.
- Celui du Réel.

Les sujets vivent dans l'imaginaire construit par les Maîtres, ils habitent le monde de l'illusion.

Les Maîtres vivent à cheval entre l'imaginaire et le symbolique, ils ont accès à une partie de la connaissance vraie, mais ils sont prisonniers de l'imaginaire qu'ils ont construit pour leurs sujets. En ce sens, pour reprendre une comparaison que nous avons utilisée il y a longtemps, ce sont des psychiatres qui partagent une partie de la folie et de la névrose de leurs patients..

La construction du mur est bien engagée, elle se poursuit jour après jour, on a le temps. On travaille les fondations depuis de nombreux mois.

Dans le discours de Yellen à Providence, ce n'est pas un hasard si cette partie de l'évolution et du niveau futur des taux vient en dernier, c'est une technique de persuasion. On affirme avant, d'abord, des choses qui sont quasi sûres, des vérités contrôlables, ce qui entraîne l'adhésion par glissement et contagion sur ce qui suit et qui est beaucoup plus douteux.

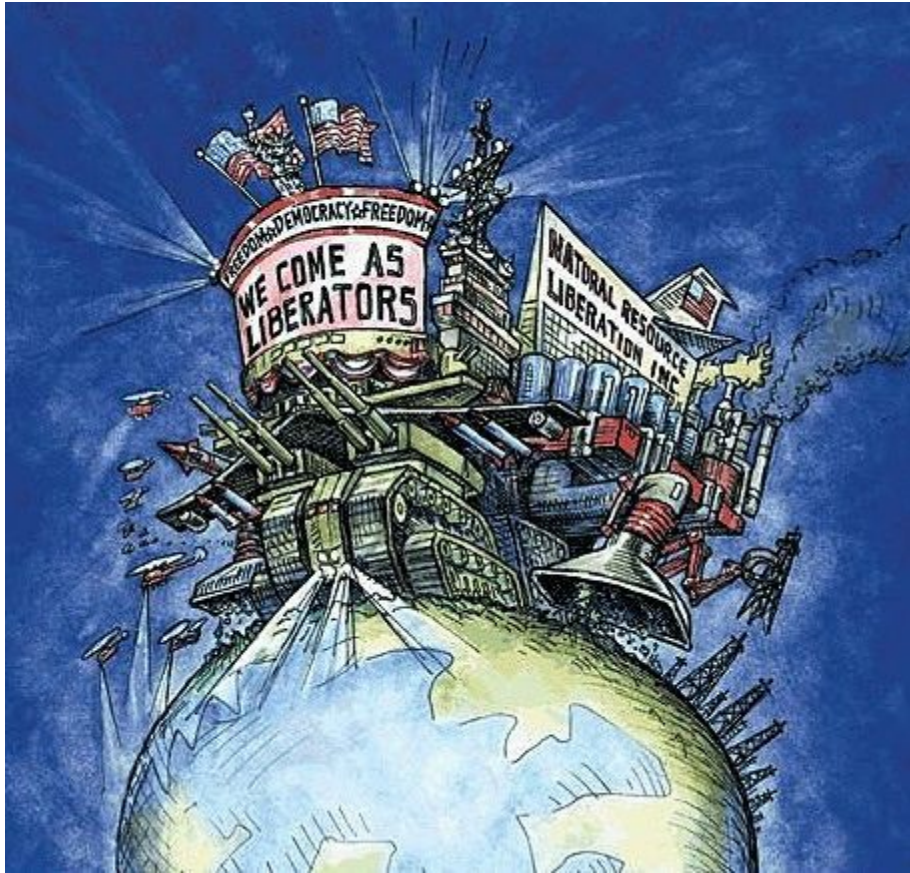
Le début de la contribution de Yellen à la construction du mur de conviction s'écrit: « cela veut dire qu'il faudra plusieurs années avant que le taux des Fed Funds revienne à son niveau normal de long terme ». Voilà pour les taux courts..

Et pour les taux longs, c'est le développement sur la croissance séculaire faible, sur la responsabilité du Gouvernement -la Fed ne peut à elle seule produire la croissance- et la faiblesse de la productivité depuis 2007: 1,25% contre 2,75% lors de la décennie précédente. La productivité détermine le « slack », lequel détermine l'inflation, les taux, etc.

Yellen, à notre avis, est moins avancée que ne l'était Bernanke sur toutes ces questions de Communication et de conviction ; Bernanke, nous l'avons déjà écrit, a consacré beaucoup de temps à des recherches sur ces questions, mais elle va apprendre ; Draghi lui-même a déjà bien appris.

Les mensonges de l'Empire: Comment lutter contre la propagande occidentale

Par [Andre Vltchek](#) Global Research Publié par medisma sur 26 Mai 2015 , L'intégral



«...Lorsqu'une maison est attaquée par des brigands, qu'un village est envahi par des gangsters, que de la fumée, des flammes et des cris sortent de partout, pouvons-nous nous permettre le luxe de prendre le temps de calculer, d'analyser et de rechercher des solutions logiques, éthiques, globales et objectives complètes?»

D'abord, ils commencent par fabriquer des mensonges monstrueux puis nous disent d'être objectifs!

L'amour est-il objectif? La passion est-elle objective?

Les rêves sont-ils défendables, logiquement et philosophiquement?

Lorsqu'une maison est attaquée par des brigands, qu'un village est envahi par des gangsters, que de la fumée, des flammes et des cris sortent de partout, pouvons-nous nous permettre le luxe de prendre le temps de calculer, d'analyser et de rechercher des solutions logiques, éthiques, globales et objectives complètes?

Je suis fermement convaincu que non. Nous sommes obligés de nous battre contre ceux qui incendient nos maisons, de frapper avec force ceux qui tentent de violer nos femmes, et de répondre au feu par le feu à chaque fois

que des innocents sont massacrés.

Lorsque la force la plus puissante et la plus destructrice du globe mobilise tout son pouvoir de persuasion, faisant flèche de tout bois, depuis les grands médias jusqu'aux institutions pédagogiques, pour justifier ses crimes, lorsqu'elle répand sa propagande empoisonnée et ses mensonges pour opprimer le monde et anéantir tout espoir, est-ce que nous prenons du recul? Est-ce que nous nous lançons dans un travail incessant et approfondi sur des récits précis et objectifs? Est-ce que nous opposons au mensonge et à la propagande notre propre version des faits, renforcée par notre intuition, notre passion et nos rêves d'un monde meilleur?

L'Empire ment continuellement. Il ment le matin, pendant la journée, le soir et même la nuit, quand la plupart des gens dorment profondément. Il le fait depuis des décennies et même des siècles. Pour les tromperies à grande échelle, il s'en remet à d'innombrables propagandistes, qui se présentent comme universitaires, enseignants, journalistes et *intellectuels*. En matière de désinformation, on a atteint la perfection. La publicité occidentale (si admirée et exploitée par les nazis allemands) a certaines racines communes avec la propagande, bien que celle-ci soit plus ancienne et plus *achevée*.

Il semble que même certains dirigeants de l'Empire en soient aujourd'hui arrivés à croire à la plupart de leurs inventions – sans parler de la plupart des citoyens ordinaires. Sinon, comment parviendraient-ils à dormir ?

L'appareil de propagande occidental est extrêmement efficace. Il est également brillant dans sa manière de veiller à ce que ses inventions soient transmises, diffusées et acceptées aux quatre coins du monde. Le système par lequel la désinformation se répand est incroyablement complexe. Sur tous les continents, des médias et des universitaires serviles usent de tout leur pouvoir pour garantir qu'une seule version des faits soit autorisée à pénétrer le cerveau de milliards d'individus.

Résultat : lâcheté intellectuelle et ignorance, partout dans le monde, mais en particulier en Occident et dans ses États vassaux.

Nous, les opposants au régime, que sommes-nous censés faire?

Premièrement, les choses sont moins désespérées qu'elles ne l'ont été.

Nous ne sommes plus dans le monde unipolaire morbide du début des années 1990. Aujourd'hui, le Venezuela, la Russie, la Chine et l'Iran soutiennent de puissants médias opposés à l'Empire. De puissantes chaînes de télévision ont vu le jour : RT, Press TV, TeleSUR et CCTV. D'énormes magazines en ligne et sites en anglais, aux États-Unis, au Canada et en Russie révèlent également les mensonges des agents de propagande officiels de l'Occident. Des noms tels que *Counterpunch*, *Information Clearing House*, *Global Research*, *Veterans News*, *Strategic Culture* ou *New Eastern Outlook* viennent aussitôt à l'esprit. En outre, des centaines de sites importants font de même en espagnol, en chinois, en russe, en portugais et en français.

La lutte pour un monde intellectuellement multipolaire est engagée. C'est une lutte acharnée et sans merci! C'est une bataille décisive, tout simplement parce que les métastases du cancer de la propagande occidentale se sont répandues partout. Elles ont contaminé tous les continents, et même certains des pays et des cerveaux les plus courageux en lutte contre l'impérialisme et le fascisme occidentaux. Personne n'est à l'abri. Franchement, nous sommes tous contaminés.

Faute de remporter cette bataille, en commençant par identifier et prouver clairement que *leur* discours est mensonger puis en proposant une vision humaniste empreinte de compassion, nous ne pouvons même pas rêver d'une révolution ni de tout autre changement notable de l'état du monde.

Comment remporter la victoire? Comment convaincre les masses, les milliards d'individus qui constituent l'humanité? Comment leur ouvrir les yeux et leur montrer que le régime occidental est malhonnête, vicié et destructeur? La majeure partie de l'humanité est accro à la propagande de l'Empire. Cette propagande n'est pas seulement le fait des médias mainstream, mais également de la musique populaire, des feuilletons télévisés, des réseaux sociaux, de la publicité, du consumérisme, des *tendances de la mode* et de tout autre moyen dissimulé. Elle revêt aussi les habits d'une soupe culturelle, religieuse et médiatique qui conduit à la stupeur émotionnelle et intellectuelle. À l'instar d'une drogue hautement addictive, elle est administrée régulièrement et avec persistance.

Sommes-nous en mesure de contrer la tactique et la stratégie de cet Empire brutal et destructeur par notre honnêteté, la recherche, le compte rendu d'enquêtes méticuleuses sur les faits?

L'Empire pervertit les faits. Il ne cesse de répéter ses mensonges dans les haut-parleurs et sur les écrans. Il les clame des milliers et des milliers de fois, jusqu'à ce qu'elles envahissent les cerveaux et jusqu'au plus profond du subconscient.

Bonne volonté, honnêteté naïve, *asséner la vérité au pouvoir* : tout cela peut-il changer la face du monde et le pouvoir lui-même? J'en doute fort.

L'Empire et son pouvoir sont illégitimes et criminels. À quoi sert la franchise avec un gangster? Franchement? C'est aux peuples, aux masses qu'il faut dire la vérité, pas à ceux qui terrorisent le monde.

En adressant la parole aux méchants, en les suppliant d'arrêter de torturer les autres, nous ne faisons que légitimer leurs crimes et reconnaître leur pouvoir. En essayant d'apaiser les gangsters, les gens se mettent à leur merci.

Et cela, je le refuse absolument!

Pour emporter l'adhésion de milliards d'individus, nous devons les inspirer, les enflammer. Nous devons les provoquer, les embrasser, leur faire honte, les faire rire et les faire pleurer. Nous devons veiller à ce qu'ils aient la chair de poule lorsqu'ils regardent nos films, lisent nos livres et nos essais, ou lorsqu'ils écoutent nos discours.

Nous devons les désintoxiquer, leur faire retrouver l'usage des sens et réveiller leurs instincts.

La vérité nue est inopérante. Le poison instillé par nos adversaires s'est enfoncé trop profondément. La plupart des gens sont trop léthargiques et insensibles aux vérités simples, énoncées tranquillement.

Nous avons essayé. D'autres aussi ont essayé. Une de mes connaissances (mais certainement pas un camarade), John Perkins, ancien apparatchik US formé par le Département d'État, a rédigé un long compte rendu de ses actes épouvantables en Équateur, en Indonésie et ailleurs, *Les confessions d'un assassin financier*. Il s'agit d'un compte rendu méticuleux de la manière dont l'Occident déstabilise les pays pauvres par la corruption, l'argent, l'alcool et

le sexe. Ce livre s'est vendu à des millions d'exemplaires dans le monde. Pourtant, rien n'a changé! Il n'a pas déclenché de révolution populaire aux États-Unis. On n'a assisté à aucune protestation, à aucune demande de changement de régime à Washington.

Dernièrement, j'ai publié deux ouvrages académiques, ou du moins semi-académiques, truffés de détails, de citations et de notes de bas de page : l'un traitait de l'Indonésie, l'un des pays utilisés par l'Occident comme modèle pour effrayer le reste du monde après le coup d'État militaire appuyé par les États-Unis en 1965. Ce coup d'État a fait 2 à 3 millions de victimes. La vie intellectuelle a été assassinée, et le quatrième pays le plus peuplé du monde a été lobotomisé. Cet ouvrage est intitulé *Indonesia – Archipelago of Fear* (Indonésie – L'archipel de la peur). Le second, unique en son genre car il traite d'une très grande partie du monde, à savoir la Polynésie, la Mélanésie et la Micronésie *Oceania – Neocolonialism, Nukes and Bones* – (Océanie – Néocolonialisme, bombes nucléaires et ossements), montre comment les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la France ont littéralement divisé et détruit les cultures et les peuples des îles du Pacifique Sud. Aujourd'hui, mes livres sont utilisés dans l'enseignement, mais le nombre de gens influencés par les faits exposés est très limité. Les élites d'Indonésie et d'Océanie ont veillé à ce que ces livres ne soient pas lus par un grand nombre de gens.

J'ai passé de nombreuses années à faire des recherches, enquêter et compiler les faits. L'efficacité révolutionnaire de mon travail universitaire est, je dois bien l'admettre, quasiment nulle.

Ce n'est pas difficile à constater : lorsque j'écris un essai, bien construit et émouvant, qui exige que justice soit rendue, qui accuse l'Empire de meurtre et de vol, il est lu par des millions de gens sur tous les continents et traduit dans des dizaines de langues !

Pourquoi est-ce que j'écris cela, pourquoi partager cela avec mes lecteurs? Parce que nous devons tous être réalistes. Nous devons voir et comprendre ce que les gens veulent – ce qu'ils exigent. Ils sont malheureux et terrifiés. La plupart ne savent même pas pourquoi. Ils détestent le système, ils sont seuls, frustrés ; ils savent qu'on leur ment et qu'on les exploite. Pourtant, ils ne parviennent pas à cerner ces mensonges. Quant aux ouvrages universitaires qui en font état, ils sont trop complexes. La plupart des gens n'ont pas le

temps de lire des milliers de pages indigestes ou n'ont pas reçu une instruction suffisante pour comprendre ce qu'ils lisent.

Notre devoir est donc de nous adresser à ces gens, qui représentent la majorité. Sinon, quel genre de révolutionnaires sommes-nous? Après tout, nous sommes censés créer pour nos frères et sœurs, pas pour une poignée de chercheurs universitaires, surtout quand on sait que la plupart des universités sont au service de l'Empire, qu'elles ne font que régurgiter une nomenclature officielle et des démagogues aux ordres.

L'Empire parle, écrit puis répète à l'envi des mensonges éhontés sur ses bienfaits et le caractère exceptionnel de son régime, ou bien sur les *maux* que représentent l'Union soviétique, la Chine, l'Iran, le Venezuela, la Corée du Nord ou Cuba. Il le fait quotidiennement. Tout est fait pour que quasiment chaque être humain ait sa dose de toxine au moins plusieurs fois par jour.

Nous estimons devoir réagir. Alors, nous commençons à passer plusieurs années de notre vie à prouver méticuleusement, pas à pas, que la propagande de l'Empire est soit un énorme mensonge, soit de l'exagération, soit les deux. Au fur et à mesure que nous compilons nos arguments, nous publions les résultats chez un petit éditeur quelconque, le plus souvent sous la forme d'un petit livre peu épais. Cependant, presque personne ne le lit à cause de sa diffusion restreinte, parce que les faits constatés sont généralement trop complexes et difficiles à digérer, ou simplement parce que les faits en question ne choquent plus personne [*ou parce que les gens ne peuvent pas les entendre, NdT*]. Un millions d'innocents de plus assassinés quelque part en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie? Et à part ça, quoi de neuf?

En effectuant un travail de recherche honnête et approfondi, en disant la vérité sans fard, nous estimons faire un excellent travail professionnel et scientifique. Et pendant ce temps-là, les agents de propagande de l'Empire sont morts de rire en nous regardant! Nous ne représentons guère de danger pour eux. Ils n'ont aucune difficulté à l'emporter!

Pourquoi cela? La vérité *dans tous ses détails* n'a donc aucune importance?

Si, elle en a, au moins du point de vue de principes supérieurs. C'est important sur le plan de l'éthique. C'est important sur le plan moral. C'est important sur le plan philosophique.

C'est cependant moins important sur le plan stratégique, car nous sommes engagés dans une guerre idéologique. La vérité, elle, conserve toute son importance quoi qu'il advienne. Cependant, ce doit être une vérité simplifiée, digeste, présentée avec une forte charge émotionnelle.

Lorsque la perte des repères moraux s'empare du monde, sans la moindre pitié, lorsque des millions d'innocents meurent, ce qui compte, c'est d'abord d'arrêter le massacre en identifiant les meurtriers puis en les arrêtant.

Le langage doit être fort, les émotions, brutes.

Face à des hordes meurtrières, la poésie, les chansons chargées d'émotions et les hymnes patriotiques ont toujours été plus efficaces que les études universitaires approfondies. Il en va de même avec les romans et les films politiques, les documentaires passionnés, et même les dessins animés et les affiches provocateurs.

Certains ne manqueront pas de poser la question suivante : «*Mais alors, s'ils mentent, devons-nous mentir aussi?*» Non! Nous devons au contraire rester le plus fidèles possible à la vérité. Toutefois, il convient d'*abrég*er notre message, afin qu'il soit compris des masses et non d'une élite triée sur le volet.

Cela n'implique pas pour autant que la qualité de notre travail doive en pâtir. Il est souvent plus difficile d'atteindre la simplicité que de rédiger des travaux encyclopédiques comportant des milliers de notes de bas de page.

L'ouvrage de Sun Tsu, *L'art de la guerre*, est court. Ce n'est guère plus qu'un pamphlet qui va directement à l'essentiel. On peut en dire autant du *Manifeste du parti communiste* et de l'article *J'accuse!*

Il n'est pas impératif que notre travail révolutionnaire soit bref, mais il doit être présenté sous une forme compréhensible par le plus grand nombre. Je fais constamment de nouvelles expériences sur la forme, mais sans jamais sacrifier le fond. Le livre *Exposing Lies of the Empire* que j'ai publié dernièrement comporte plus de 800 pages. J'ai toutefois veillé à ce qu'il soit truffé de témoignages captivants, d'individus habitant les quatre coins du monde, et de descriptions très vivantes à la fois des victimes et des tyrans. Je ne tiens pas à ce que la poussière s'accumule sur mes livres dans des bibliothèques universitaires. Je veux faire bouger les gens.

Je suis fermement convaincu qu'il n'est pas impératif de perdre du temps avec l'*objectivité* dans une bataille, idéologique ou autre, quand l'enjeu est la survie de l'humanité.

Les mensonges de l'ennemi doivent être dévoilés. Ce sont des mensonges monstrueusement toxiques.

Lorsque la destruction prendra fin, que des millions d'hommes, de femmes et d'enfants innocents cesseront d'être sacrifiés, nous pourrons toujours revenir à nos chers concepts philosophiques complexes pour nous immerger dans les détails et les nuances.

Avant de remporter la bataille finale sur l'impérialisme, le nihilisme, le fascisme, l'exceptionnalisme, l'égoïsme et l'avidité, nous devons employer nos armes les plus puissantes : notre vision d'un monde meilleur, notre amour pour l'humanité et notre soif de justice. Notre détermination et nos convictions doivent être présentées de manière forte, même *dogmatique* ; notre discours doit être imaginatif, artistique, puissant!

Camarades, il y a le feu! Toute la ville est en flammes. Toute la planète est pillée, dévastée, lobotomisée.

Ce n'est pas avec des armes nucléaires et des navires de guerre que nous pouvons affronter les fanatiques. En revanche, notre talent, nos muses et nos cœurs sont là, prêts à se lancer dans la bataille.

Soyons plus malins que nos ennemis et faisons en sorte que le monde entier se moque d'eux! Vous les avez vus, ces losers patriotes, ces bouffons de PDG? Vous les avez écoutés, ces premiers ministres et ces présidents, ces valets du *marché*? Laissez-nous convaincre les masses que leurs tyrans – les impérialistes, les néo-colonialistes et tous leurs prédicateurs dogmatiques – ne sont rien d'autres que de pitoyables guignols, avides et toxiques.

Discréditons-les. Ridiculisons-les.

Ils spolient et tuent des millions de gens. Le moment est venu au moins de leur pisser dessus!

Pour lutter contre la propagande occidentale, commençons par révéler qui est derrière elle. Le moment est venu de livrer des noms.

Faisons de cette révolution un événement plein d'imagination et de rigolade!

Par [Andre Vltcek](#)